

LE BOLCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 190 – Décembre 2009

0,80 €

Affaires Polanski, Mitterrand...

Juges, flics, curés, hors des chambres à coucher !

Nous publions en page 3 un article paru le 9 octobre dans le journal de nos camarades américains de la Spartacist League /U.S. défendant Roman Polanski. Polanski a été arrêté le 26 septembre à Zurich ; il est poursuivi pour des relations sexuelles mutuellement consenties il y a plus de 30 ans avec une jeune femme de 13 ans précoce et sexuellement expérimentée. Depuis la publication de cet article, l'Etat américain a officiellement demandé l'extradition de Polanski ; celui-ci, après deux mois de prison, est maintenant assigné à résidence en Suisse, forcé de porter un bracelet électronique, interdit de sortir de son chalet ; il s'est même vu retirer ses papiers. Le metteur en scène de cinéma, âgé de 76 ans, risque de passer encore des mois en Suisse le temps des procédures d'extradition vers la Californie. Roman Polanski n'a commis aucun crime ! Nous exigeons l'arrêt de la vendetta judiciaire contre lui.

En France l'affaire Roman Polanski a déclenché une campagne réactionnaire anti-homosexuels et anti-sexe menée par une cabale de fascistes, de féministes, intégristes religieux et sociaux-démocrates « républicains ». Frédéric Mitterrand, le

ministre de la Culture, qui est homosexuel, était leur cible principale : il avait pris la défense de Polanski immédiatement après l'arrestation de celui-ci, qualifiant sa détention d' « absolument épouvantable » « pour une histoire ancienne qui n'a pas vraiment de sens ».

Le Parti socialiste se joint aux fascistes pour défendre la morale bourgeoise

Marine Le Pen, du Front national fasciste, a dénoncé l'« ignoble soutien » de Mitterrand à Polanski et a exhumé le roman d'inspiration autobiographique de Mitterrand, *la Mauvaise vie*, qui avait été salué par la critique lors de sa parution en 2005. Marine Le Pen en a lu à la télévision des extraits où il parle de sa fréquentation de prostituées en Thaïlande et elle a exigé sa démission du gouvernement. Les fascistes ayant ouvert le feu, c'est ensuite la police des mœurs du Parti socialiste qui a sonné la charge. Benoît Hamon, son porte-parole

Suite page 2

Leçons de l'effondrement du stalinisme

1989-1990 : La lutte de la LCI contre la réunification capitaliste de l'Allemagne

Nous reproduisons ci-après le texte, revu et abrégé pour publication, d'une présentation faite lors du meeting de la LTF à Paris le 12 novembre dernier.

Dans un numéro de *l'Humanité* publié le 2 novembre, Jacques Fath, responsable du secteur relations internationales au PCF, fait la déclaration suivante à propos du 20^e anniversaire de la chute du mur de Berlin :

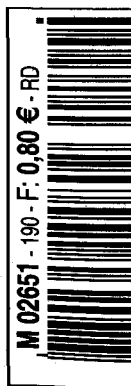
« L'essentiel du débat politique a été structuré par deux thèses plutôt issues du "bagage" idéologique du néoconservatisme américain : *la Fin de l'histoire...* (Francis Fukuyama) et *le Choc des civilisations...* (Samuel Huntington).

Cela en dit beaucoup sur l'impuissance des progressistes, des communistes et de la gauche en général à redéfinir alors les fondements d'une alternative. »

Cela montre effectivement la faillite des réformistes, y compris le PCF : ayant soutenu la contre-révolution capitaliste, ils n'avaient rien à opposer au triomphalisme bourgeois qui a suivi l'écroulement de l'URSS et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. En fait, ils ont été le vecteur de ce triomphalisme bourgeois à l'intérieur de la classe ouvrière.

Mais la bourgeoisie est bien consciente qu'elle doit poursuivre la lutte pour éradiquer toute espérance que le capitalisme peut être renversé par une révolution ouvrière et remplacé par un système plus rationnel où l'économie est

Suite page 10



Ordre moral...

Suite de la page 1

officiel, a qualifié d' « écrits choquants » le livre de Mitterrand ; il l'a traité de « ministre consommateur » et a également exigé sa démission. D'autres politiciens du PS ont pris part à la curée, y compris après que Mitterrand avait été contraint de faire une déclaration publique où il reconnaissait avoir eu des relations tarifées avec des hommes de son âge. Arnaud Montebourg déclama ainsi : « *Sa condamnation publique et tardive du tourisme sexuel est en contradiction avec ses écrits qui ne contiennent aucune condamnation de ce genre. S'il n'était pas ministre, aurait-il eu droit à tant d'égards et de compréhension ?* » Un autre politicien du PS, Jean-Paul Huchon, a également déclaré que les actes de Mitterrand étaient « honnêtement condamnables » et qu'il lui semblait « difficile de maintenir au gouvernement une personne qui a été carrément coupable de faits que le gouvernement poursuit ».

Au fond le livre de Mitterrand est une longue litanie de ses déboires sentimentaux depuis le moment où, au début de son adolescence, il commence à devenir conscient de son homosexualité. Il est certain que dans cette société capitaliste homophobe, la vie n'est pas facile pour les hommes et les femmes homosexuels, même quand on fait partie comme Mitterrand de la haute société. Dans son livre, il raconte comment, adolescent, il a pour la première fois recours à un prostitué après avoir été rejeté par quelqu'un. Le reste du livre qui fait près de 400 pages pourrait presque donner à penser que depuis cette époque les seules personnes prêtes à coucher avec Mitterrand étaient des prostituées – et pourtant les Benoît Hamon et Marie-George Buffet veulent même lui retirer ce plaisir en le condamnant pour cela. Pour nous il n'y a aucun doute sur qui sont dans cette affaire les sadiques et les vicieux !

A gauche du PS, la mal nommée Alternative libertaire (AL) a publié dans son numéro de novembre un éditorial tout aussi hystérique que le PS et les fascistes, dénonçant ceux qui défendaient Polanski en les accusant de revendiquer « le droit au viol ». Les arguments d'AL n'avaient rien à voir avec les faits concernés qui s'étaient réellement produits en 1977, et tout à voir avec le fait qu'Alain Finkielkraut, un sioniste raciste de droite, a pris récemment position en faveur de Polanski. AL utilise ici Finkielkraut comme épouvantail politique pour masquer son propre rôle zélé dans cette croisade puritaine bourgeoise.

Nous avons défendu Mitterrand contre cette chasse aux sorcières moderne où des réactionnaires de tout poil cherchent encore une fois à faire l'amalgame entre homosexuel ou pédophile d'un côté, et assassin ou violeur d'enfants de



Le ministre bourgeois Frédéric Mitterrand, victime d'une chasse aux sorcières pour cause d'homosexualité par la police des mœurs du PS

l'autre. Le livre de Mitterrand ne suggère nullement qu'il soit pédophile, c'est-à-dire attiré sexuellement par les enfants. Mais s'il est attiré sexuellement par les garçons, même jeunes, ce n'est pas un crime à nos yeux. **La seule règle concernant les relations sexuelles**, comme l'expliquent nos camarades américains dans leur article sur Polanski, **doit être celle du consentement effectif**. Autrement dit, tant que les personnes sont consentantes lors de ces actes, personne, et encore moins l'Etat, n'a le droit de leur dire ce qu'elles peuvent faire ou ne pas faire. Ce qui compte, c'est de savoir

Suite page 20

Corrections

Dans l'article « L'assassinat de Benno Ohnesorg et la chasse aux sorcières contre la RDA » (*le Bolchévick* n° 189, septembre 2009), nous avons écrit en page 28 : « *Lorsque Ohnesorg fut "acquitté", le juge Geus constatait même qu'"Ohnesorg a même encore été frappé alors qu'il était déjà au sol, atteint d'un coup de feu mortel" (stern online, 1^{er} décembre 2007)* ». Ce n'était évidemment pas Ohnesorg, mais Kurras, son assassin, qui avait été acquitté.

* * *

Dans l'article « A bas le régime clérical ! Aucun soutien aux mollahs "réformateurs" ! » (*le Bolchévick* n° 189, septembre 2009), nous avons indiqué à tort « Préparatifs pour une lapidation en 2004 » sur la légende de la photo page 23. La photo illustre ce que le régime théocratique fait subir aux femmes en Iran, mais un abonné de notre journal américain *Workers Vanguard* (où nous avons publié cette photo en juillet, et dont nous tirons maintenant cette correction) nous a fait remarquer qu'il s'agissait d'une image du film hollandais « De Steen » (la pierre) de 1994 ; nous avons donc aussi attribué à tort le crédit photo à Amnesty International.

Nous avons cherché à comprendre comment nous avons pu enfreindre les normes rigoureuses que nous respectons pour vérifier les sources et les faits avant de publier une photo ; c'est ainsi que nous avons appris que cette photo avait été utilisée en 2007 par l'idéologue réactionnaire David Horowitz. A l'époque, quelqu'un avait fait le commentaire suivant sur le blog satirique de gauche « Sadly, no ! » : « *N'y a-t-il personne à droite qui vérifie ses sources ? Je l'ai déjà dit et je le répète encore... nom d'une pipe, c'est vraiment STUPIDE !!* » Nous le pensons aussi. Nous présentons nos excuses à nos lecteurs pour cette erreur. ■

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévick est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0713 P 11506. Distribué par les NMPP.
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Halte à la vendetta contre Roman Polanski !

Non à l'extradition !

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un article de Workers Vanguard, journal de la Spartacist League/U.S., n° 944, 9 octobre.

* * *

WORKERS VANGUARD

32 ans après, le bureau du procureur du comté de Los Angeles vient de relancer sa vendetta contre Roman Polanski, réalisateur de cinéma mondialement connu. Avec le soutien du FBI, il a orchestré son arrestation, le 26 septembre dernier à Zurich. Roman Polanski, qui est âgé de 76 ans, est aujourd'hui détenu en Suisse dans l'attente d'une possible extradition vers les Etats-Unis, où il risque une peine de prison pour avoir eu des relations sexuelles *mutuellement consenties* avec une adolescente précoce de treize ans un jour de 1977.

Roman Polanski n'est coupable d'aucun crime. Face au risque d'un procès-spectacle hollywoodien avec plusieurs chefs d'inculpation graves, il avait plaidé coupable d'avoir eu « *des rapports sexuels illégaux* » avec une mineure. Menacé d'une peine d'emprisonnement supplémentaire alors qu'il avait déjà passé six semaines dans une prison de l'Etat de Californie pour « test diagnostique », Polanski, qui a la citoyenneté française, s'était enfui à Paris en 1978 pour échapper à cette chasse aux sorcières puritaine. Malgré une menace persistante d'extradition, il a persévéré face à la *fatwa* judiciaire américaine et est, jusqu'ici, parvenu à poursuivre sa carrière cinématographique en Europe avec succès.

Après son arrestation soudaine, beaucoup de gens se posent une question évidente : *pourquoi maintenant ?* L'affaire est vieille de plus de 30 ans, Polanski a plus de 70 ans, et il n'y a aucune « victime » à venger. Samantha Geimer, la femme impliquée dans l'affaire, a maintenant une quarantaine d'années et trois enfants, et elle s'oppose depuis longtemps aux poursuites contre Polanski. Et jusqu'à une date récente, les Etats-Unis n'avaient pas déployé beaucoup d'efforts pour obtenir l'extradition de celui-ci.

Dans une tribune publiée le 30 septembre par le *New York Times*, l'écrivain Robert Harris notait que la situation avait changé après la diffusion, en 2008, d'un documentaire intitulé *Roman Polanski : recherché et désiré*. Ce film contenait une interview de David Wells, à l'époque procureur-adjoint, au cours de laquelle il se vantait d'avoir alors prodigué des



Roman Polanski à la cérémonie de clôture du Festival de Cannes en 2008.

conseils sur l'affaire au juge Laurence Rittenband (aujourd'hui décédé), notamment sur comment faire en sorte que Polanski soit condamné à de la prison ferme. En se basant sur ce documentaire et sur d'autres éléments, les avocats de Polanski ont déposé un recours en annulation, qui a été rejeté en février dernier par le juge Peter Espinoza, du tribunal de grande instance de Los Angeles. Avec une logique perverse, Espinoza reconnaissait qu'il y avait eu « *de graves irrégularités* », mais refusait d'envisager l'annulation des poursuites tant que Polanski ne se serait pas présenté en personne devant son tribunal, où il aurait assurément été arrêté.

Le récit de la machination ayant été rendu public – y compris devant un tribunal –, les procureurs n'avaient rien à perdre en accélérant la traque contre Polanski. Wells a aujourd'hui de façon grotesque déclaré qu'il a menti devant les caméras et qu'il était persuadé que le

documentaire ne serait jamais projeté aux Etats-Unis. Marina Zenovich, l'auteur du documentaire, a répondu que Wells avait en fait « *corroboré la version des faits qu'il a présentée dans son film* » dans un article publié par le *New York Times* le 17 juillet 2008.

Les motivations des procureurs et des juges américains, menteurs et acharnés, sont assez claires ; mais le soudain empressement du gouvernement suisse à complaire aux autorités américaines en a étonné plus d'un. Après tout, cela fait plusieurs années que Polanski est propriétaire d'une maison en Suisse, où il se rend régulièrement. On murmure qu'en le livrant, les autorités suisses espèrent bénéficier en retour de l'indulgence du fisc américain qui enquête sur le géant bancaire helvétique UBS, soupçonné d'avoir aidé des citoyens américains à échapper à l'impôt. « *Le gouvernement est tellement traumatisé par le fisc américain et tout ce scandale de l'UBS* », explique l'ancien parlementaire socialiste suisse Jean Ziegler. « *Si quelque agence américaine que ce soit demande quoi que ce soit en Suisse, elle l'aura dans les 24 heures* » (*Associated Press*, 29 septembre).

Quelle que soit la machination que le gouvernement américain a ourdie contre Polanski, nous dénonçons aujourd'hui, comme nous l'avons fait dès le début, cette chasse aux sorcières scandaleuse. Aux Etats-Unis, la police des mœurs, à laquelle le *New York Times* s'est joint dans un éditorial du 30 septembre, hurle à la mort contre lui. En France, quand des

membres du gouvernement ont critiqué son arrestation, ceci a provoqué des cris d'indignation de la part d'autres politiciens qui exigeaient que Polanski soit traîné devant la « justice » des Etats-Unis.

En même temps, Polanski a reçu le soutien d'autres réalisateurs, comme Martin Scorsese et Woody Allen, qui a lui-même été la cible d'une chasse aux sorcières anti-sexe (voir « Woody Allen immolé sur l'autel des "valeurs familiales" », *Workers Vanguard* n° 558, 4 septembre 1992). Mais parmi ceux qui défendent Polanski, beaucoup admettent qu'il aurait commis un « crime » en 1977. Et depuis cette époque, « la tolérance sexuelle a rétréci », comme l'a fait remarquer Alexander Cockburn dans *CounterPunch* (2-4 octobre), et l'hystérie sur la « pédophilie » s'est accentuée pendant que les lois réactionnaires concomitantes se sont multipliées.

Nous exigeons l'abrogation des lois réactionnaires sur « l'âge de consentement » et celles qui définissent automatiquement comme viol toutes relations sexuelles en dessous d'un certain âge. Ces lois assimilent, à tort, des relations sexuelles librement consenties à des crimes violents. Nous sommes contre toutes les lois contre les « crimes sans victimes » (qui incluent aussi le jeu, la prostitution, l'usage de drogues et la pornographie). **Gouvernement hors des chambres à coucher ! Liberté pour Roman Polanski !**

A l'époque des premières poursuites contre Polanski, nous étions pratiquement les seuls dans la gauche à le défendre. Nous reproduisons ci-dessous notre article « Halte à la chasse aux sorcières puritaine contre Roman Polanski ! » publié pour la première fois dans *Workers Vanguard* n° 192, 10 février 1978. Les questions politiques abordées dans cet article restent d'actualité, trois décennies plus tard.

* * *

Roman Polanski, réalisateur mondialement célèbre, a été chassé des Etats-Unis par une vicieuse chasse aux sorcières menée par des autorités déchaînées pour lui nuire. Sa mésaventure judiciaire a débuté le 11 mars de l'année dernière, quand il a été arrêté dans le hall de l'hôtel Beverly Wilshire par la police de Los Angeles, suite à la plainte déposée par une femme qui l'accuse d'avoir baisé sa fille de treize ans. Depuis ce jour, la persécution cauchemardesque s'est accélérée – Polanski a notamment passé 42 jours dans la prison de l'Etat de Californie à Chino, où il a subi des « examens psychiatriques » dégradants.

Polanski a récemment été libéré, au terme d'un « diagnostic psychiatrique » présenté comme « favorable ». Mais le juge du tribunal de grande instance Rittenband a immédiatement qualifié le rapport du diagnostic de « complaisant », et il a informé l'avocat du réalisateur qu'il avait l'intention de condamner Polanski à 48 jours de prison supplémentaires, qui seraient suivis d'une « expulsion volontaire ». « Il n'a rien à faire dans ce pays », proclame ce gardien autoproclamé de la morale nationale. Polanski, qui a la citoyenneté française, a fui le 1^{er} février à Paris, où il demeure maintenant, tandis que le procureur cherche à obtenir son extradition.

Rittenband, bien connu localement comme juge à la main lourde, veut de toute évidence faire de Polanski un exemple. Douglas Dalton, l'avocat du prévenu, souligne que sur les 44 personnes reconnues coupables en 1976 dans le comté de Los Angeles sur la base d'accusations similaires, aucune n'avait été emprisonnée. L'ex-procureur général de l'Etat de Californie Younger a aussi cherché à exploiter politiquement cette affaire dans le cadre de sa campagne « sécuritaire ».

La presse nationale a couvert cette affaire avec un mélange de pieuse indignation et de mépris sarcastique devant ce nou-

Michael Brennan



Samantha Geimer (alors Gailey) en 1977, au moment des faits, alors âgée de 13 ans

veau « scandale hollywoodien » typique. L'hebdomadaire *Time* (28 mars 1977) évoquait ironiquement les « ennuis crapuleux » du réalisateur, tandis que le quotidien *New York Post* (2 février) consacrait une pleine page au « nouvel Hollywood » et à la « bande de racailles » des amis branchés sexe de Polanski, présenté comme une espèce de détraqué exotique et névrosé. Ce n'est pas la première fois que l'Etat, avec les encouragements de la presse à scandale, chasse d'Hollywood des personnalités de premier plan. Errol Flynn, unanimement considéré comme un homme charmant qui n'avait jamais fait de mal à personne, a été traîné maintes fois devant les tribunaux du fait de son goût bien connu pour les femmes jeunes.

Au plus fort de la chasse aux sorcières maccarthyste, Ingrid Bergman avait été attaquée au Congrès des Etats-Unis parce qu'elle avait osé souiller l'image de sainte qui lui avait été conférée à l'écran pour son rôle dans « Jeanne d'Arc » : elle avait eu un enfant hors mariage avec le réalisateur italien Roberto Rossellini. Charlie Chaplin a lui aussi été chassé du « pays où tout est possible » – en grande partie, bien sûr, pour des raisons politiques, mais aussi avec une bonne dose d'insinuations sexuelles. Une presse en manque de scoops publie périodiquement des « révélations » sur le monde enchanté d'Hollywood, ce qui permet d'émoustiller le public – confiné pour la plupart à une existence monotone, pauvre et étriquée – et en même temps de canaliser son ressentiment envers les gens riches et célèbres vers une indignation morale gratifiante mais stérile.

Ce qui est vraiment « crapuleux » et sordide dans l'affaire Polanski, ce ne sont pas les faits eux-mêmes, mais l'ignoble persécution officielle et l'hideuse hypocrisie de tout cela. La presse nationale a soigneusement « omis » de rapporter ce qui s'est réellement passé. Le 8 août, le réalisateur a plaidé coupable d'avoir eu des rapports sexuels illégaux avec une mineure, en échange de l'abandon des autres chefs d'accusation, dont viol, attentat à la pudeur sur mineure, rapports sexuels bucco-génitaux, sodomie et fourniture de drogue à une mineure. Mais les déclarations faites au cours du procès montrent clairement que ce qui s'est passé n'était absolument pas un viol !

Suite page 25

La tactique du front unique : son usage et ses abus

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'une présentation de Joseph Seymour, membre du comité central de la Spartacist League/U.S., lors de la 13^e Conférence de la

par Joseph Seymour

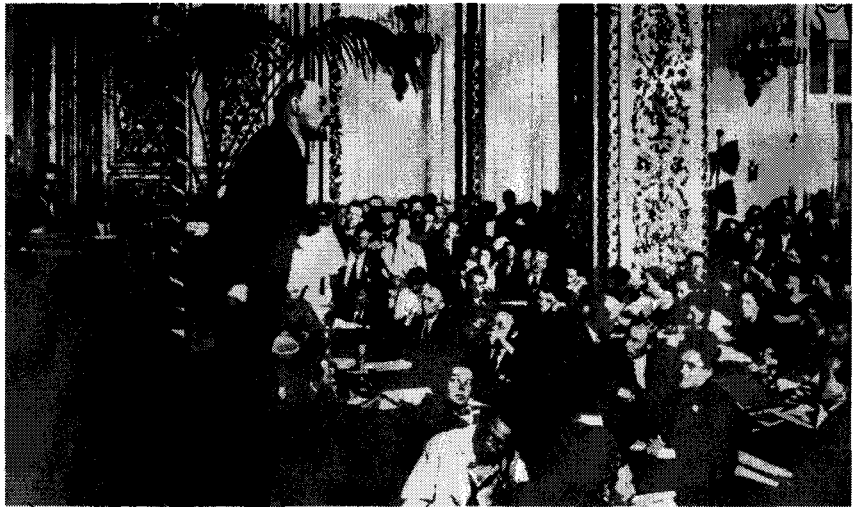
SL/U.S. qui s'est tenue cet été. Cette présentation a été publiée dans Workers Vanguard, journal de notre section américaine, n° 941, 28 août.

* * *

La tactique du front unique fut à l'origine développée et soumise à la discussion lors du Troisième Congrès de l'Internationale communiste (Comintern) en juin-juillet 1921. Elle était destinée aux partis de masse, en particulier aux partis communistes de France et d'Allemagne qui venaient de voir le jour. L'objectif de cette tactique était de gagner une partie de la base ouvrière des organisations réformistes de masse dirigées par les sociaux-démocrates, et en France par des syndicalistes conservateurs. La tactique du front unique *n'était pas* considérée comme applicable par des partis communistes relativement petits, comme ceux de Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Il est donc important de comprendre que l'usage que nous faisons du front unique est une *adaptation* de cette tactique, telle qu'elle avait été originellement conçue et appliquée. Cette adaptation implique nécessairement de nombreuses différences, dont certaines sont évidentes, d'autres beaucoup moins. Ainsi, la forme caractéristique du front unique originel était une action militaire : une grève, une manifestation de masse contre la politique gouvernementale (avec y compris parfois une grève générale d'une journée) ou des actions défensives contre les fascistes. A l'opposé, la forme caractéristique de nos actions de front unique est une manifestation politique prévue à l'avance. De plus, ces manifestations sont souvent basées sur des mots d'ordre qui ne peuvent de toute évidence pas être mis en application par les petits groupes de propagande de gauche qui y participent, par exemple dans le cas d'une manifestation sur une fac contre l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan. Des actions de ce genre sont en réalité une forme d'agitation, et pas une action de front unique au sens premier du terme.

Dans cette présentation, je vais me concentrer sur la tactique de front unique telle qu'elle a été développée et débattue originellement par Lénine, Trotsky et les autres dirigeants du Comintern des premières années. Cependant, une approche utile pour réfléchir à la possibilité qu'un groupe de propagande marxiste révolutionnaire comme le nôtre puisse mettre en application le front unique a été indiquée il y a 600 ans par Henry Percy, un jeune guerrier féodal anglais, connu également sous le nom de Hotspur. Comme le racontait Shakespeare dans *Henry IV, 1^e Partie*, Hotspur était en train



A.I. Savelyev

Moscou, 1921 : Lénine prenant la parole au Troisième Congrès de l'Internationale communiste.

de discuter de la tactique du front unique avec son allié, le vieux chef de clan gallois Owen Glendower. Glendower déclama : « *Je peux appeler les esprits des vastes profondeurs.* » Ce à quoi Hotspur rétorqua : « *Eh bien, je le peux aussi, comme tout un chacun ; mais viendront-ils lorsque vous les appellerez ?* » Si les esprits ne viennent pas quand nous les appelons à sortir du marais réformiste, il n'y a pas de front unique.

Agitation et propagande

Je pense que l'une des sources de confusion dans la discussion que nous avons eue sur le front unique est l'imprécision terminologique, ce qui a pour résultat un manque de compréhension mutuelle. Autrement dit, nous utilisons les mêmes termes, mais avec des sens différents. A cet égard, un terme fondamental est « agitation ». La définition marxiste classique de l'agitation a été donnée par le pionnier du marxisme russe Georgi Plekhanov, qui l'a distinguée de la propagande de la façon suivante. La propagande, c'est expliquer beaucoup d'idées complexes à quelques personnes. L'agitation, c'est expliquer quelques idées de base à beaucoup de gens. Pourtant, dans notre tendance, l'agitation est souvent assimilée à un appel à l'action. La différence entre la propagande et l'agitation est ici vue et présentée non pas en termes d'explication d'idées complexes ou d'idées simples, mais plutôt en terme de possibilité immédiate de réaliser ou non ces dernières.

A l'origine, les documents du Comintern sur le front unique établissaient un lien entre agitation et propagande tout en distinguant clairement ces deux notions de l'implication dans la lutte. La « Thèse sur la tactique » de juillet 1921 déclare ainsi :

« Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale communiste s'est donné pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exer-

cer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires. »

– Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste (1934)

Ou encore, dans le même document : « Les Partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. »

Je vais m'efforcer d'illustrer cette conception, au niveau de notre organisation, par un exemple hypothétique. Imaginons que des immigrés latino-américains sans papiers travaillant dans les hôtels et restaurants de San Francisco se font arrêter par des agents fédéraux et déporter. Certains de ces immigrés sont membres du syndicat des travailleurs de l'hôtellerie-restauration. Un article de *Workers Vanguard* sur cet incident se termine par l'affirmation que le mouvement ouvrier doit, de façon générale, s'opposer aux déportations et soutenir les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. C'est de l'agitation. Poursuivons, et imaginons que nous avons des sympathisants dans le syndicat des travailleurs de l'hôtellerie-restauration à San Francisco. Ceux-ci estiment que beaucoup de travailleurs dans le syndicat sont scandalisés par les déportations au point d'être prêts à s'engager dans une action de protestation. Nos sympathisants proposent donc dans une réunion syndicale une motion pour une grève de 24 heures contre les déportations et pour les droits des immigrés. C'est un appel à l'action. Nous devons toujours nous servir du terme agitation dans son sens plékhanovien d'origine, en faisant clairement la différence d'une part avec la propagande; d'autre part avec un appel à l'action.

Le front unique au Troisième Congrès

Le Troisième Congrès de l'Internationale communiste, qui s'est tenu au milieu de l'année 1921, a reconnu et examiné la restabilisation temporaire de l'ordre bourgeois en Europe après la vague révolutionnaire de l'immédiat après-guerre. En particulier, les révolutions en Allemagne et en Hongrie, ainsi qu'une révolution naissante en Italie, avaient été défaites par les forces de la réaction bourgeoise soutenues, surtout en Allemagne, par les dirigeants sociaux-démocrates. En 1998, le camarade Reuben Samuels a donné un cours sur le Troisième Congrès, dans lequel il a résumé la situation à laquelle celui-ci était confronté :

« Les défaites de cette période démontrèrent à la fois l'imaturité des partis communistes nouvellement formés et la capacité de la social-démocratie à conserver sa base dans la classe ouvrière organisée des pays industriels avancés – malgré le rôle qu'elle avait joué pendant la Première Guerre mondiale en mobilisant les travailleurs pour le massacre impérialiste, et malgré son rôle d'avant-garde dans les expéditions impérialistes contre l'Union soviétique. »

– « Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste », *Marxist Studies for Cadre Education* n° 9 (2003)

Une façon de voir la politique développée et adoptée au Troisième Congrès, avec au centre la tactique du front unique,



Labor Defender

New York, avril 1927 : manifestation à Union Square, organisée par l'International Labor Defense, affiliée au Parti communiste, pour exiger la libération des prisonniers de classe Sacco et Vanzetti.



c'est de considérer qu'elle représentait un stade *plus avancé* de la construction du parti : on cherchait à gagner le soutien d'une couche de la classe ouvrière *moins avancée politiquement*. Le thème principal des textes du Comintern sur les tactiques à cette époque, c'est qu'on ne pouvait pas gagner la majorité de la classe ouvrière organisée au mouvement communiste simplement par la propagande et l'agitation, c'est-à-dire sur la base d'idées. Pour y parvenir, les partis communistes devaient faire la preuve de leur capacité à diriger les luttes économiques et politiques quotidiennes, souvent à caractère défensif, pour des revendications partielles.

Cependant, un corollaire de cette position est qu'une minorité de la classe ouvrière, en fait une minorité numériquement importante (les éléments les plus avancés politiquement) peut être gagnée au communisme par la propagande et l'agitation, et en particulier par les attaques polémiques contre les réformistes et les centristes. En 1921, les Partis communistes d'Allemagne, de France et de certains autres pays européens – par exemple la Tchécoslovaquie – avaient réussi à attirer vers eux la plus grande partie de ces travailleurs politiquement avancés. Ils étaient du coup maintenant confrontés à une tâche *différente*, celle de gagner le soutien d'une couche d'ouvriers qui adhéraient encore aux partis réformistes et aux syndicats qui leur étaient affiliés.

Ces ouvriers savaient assez bien ce que représentaient les communistes en termes de doctrine, de politique et de pratiques. Le problème n'était pas le manque de connaissance de leur part. C'était plutôt que ces ouvriers rejetaient ce que défendaient les communistes. En grande partie, ils adhéraient à l'idéologie démocratique bourgeoise et fondamentalement ils assimilaient démocratie et gouvernement de type parlementaire élu au suffrage universel. Dans bien des cas, ils considéraient les communistes comme des têtes brûlées

irresponsables qui allaient conduire les travailleurs qui les suivaient vers des actions aventuristes qui seraient écrasées par l'Etat et les groupes paramilitaires d'extrême droite.

Pourtant, certains de ces ouvriers désiraient collaborer avec les communistes sur la base d'un accord mutuel, et seulement sur cette base. Les « Thèses sur l'unité du front prolétarien » de décembre 1921 décrivent l'état d'esprit de ces ouvriers :

« Les ouvriers qui adhèrent aux vieux partis social-démocrates et qui constituent une fraction importante du prolétariat n'admettent plus les campagnes des calomnies des social-démocrates et des centristes contre l'avant-garde communiste ; bien plus, ils commencent à réclamer une entente avec cette dernière. Cependant ils ne sont pas encore complètement émancipés des croyances réformistes, et nombreux sont ceux qui accordent leur appui aux Internationales socialistes et à celle d'Amsterdam. Sans doute leurs aspirations ne sont-elles pas toujours nettement formulées, mais il est certain qu'elles tendent impérieusement à la création d'un front prolétarien unique, à la formation, par les partis de la II^e Internationale et les syndicats d'Amsterdam alliés aux communistes, d'un bloc puissant contre lequel viendrait se briser l'offensive patronale. »

L'Internationale d'Amsterdam était le groupement des syndicats affiliés à la Deuxième Internationale.

Il y a deux conditions essentielles pour que la tactique du front unique soit efficace. Premièrement, ses objectifs doivent comprendre des questions pour lesquelles des ouvriers d'opinion réformiste se battraient *indépendamment* de l'offre de collaboration des communistes, par exemple s'opposer à des baisses de salaire. Deuxièmement, le parti communiste doit posséder un poids social et politique suffisant pour avoir une influence appréciable sur l'issue de ces luttes. Trotsky expliquait ainsi dans son article de mars 1922 « Le front unique » :

« Mais là où le parti communiste constitue une grande force politique sans pouvoir jouer encore un rôle décisif, là où il contrôle le quart ou le tiers de l'avant-garde prolétarienne, le problème du front unique se pose dans toute son acuité. »

– *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 37 (2008)

Trotsky faisait la différence entre des partis de ce genre et ceux de taille qualitativement plus petite : « *Lorsque le parti communiste ne représente encore qu'une minorité numériquement insignifiante, la question de son attitude à l'égard du front de la lutte de classe n'a pas une importance décisive.* » Plus tard dans cette présentation je parlerai des tactiques élaborées par la direction du Comintern pour ces partis, en particulier en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, dont Trotsky disait qu'ils représentaient encore une minorité numériquement insignifiante.

La tactique du front unique était conçue comme une lame à double tranchant. Si les dirigeants réformistes donnaient leur accord à une action de front unique, les communistes pourraient démontrer en pratique qu'ils étaient les dirigeants les plus efficaces et les plus radicaux dans les luttes élémentaires de la classe ouvrière. Ce faisant, ils gagneraient alors chez les ouvriers réformistes une écoute plus attentive à leur programme et à leurs buts plus larges. Si les dirigeants réformistes rejetaient l'offre de front unique, les communistes pourraient dire aux ouvriers qui les suivaient : « Vous voyez, par hostilité envers le communisme, vos dirigeants vous privent d'un allié puissant et déterminé dans vos propres luttes contre les capitalistes et leur appareil d'Etat. » Comme le disait Trotsky, « *il est nécessaire que les masses en lutte puissent toujours se convaincre que l'unité d'action a échoué, non pas à cause de notre intransigeance formelle, mais par faute d'une véritable volonté de lutte chez les réformistes.* »

L'appel du Comintern de janvier 1922 « Pour un front prolétarien unitaire ! » développe l'argument suivant :

« Aucun ouvrier, qu'il soit communiste, social-démocrate ou syndicaliste, ou même membre d'un syndicat chrétien ou libéral, ne veut voir son salaire davantage diminué. Aucun ne veut travailler plus longtemps, dans le froid et la faim. En conséquence de quoi tous doivent s'unir en un front commun contre l'offensive des employeurs. »

– *The Communist International, 1919-1943 : Documents* (vol. 1, 1919-1922), extraits choisis et révisés par Jane Degras (1956)

Afin de comprendre l'importance capitale des luttes salariales élémentaires pour justifier et mettre en œuvre le front unique, il faut savoir qu'en Allemagne, en France et dans plusieurs autres pays européens de l'époque, le mouvement syndical était divisé selon des lignes de fracture politiques. La plupart de nos sections se trouvent dans des pays où existent des syndicats unitaires qui rassemblent des travailleurs de toutes convictions politiques – Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Allemagne, Australie. Mais nous avons aussi des sections dans des pays – France, Afrique du Sud, Mexique – où les fédérations syndicales, affiliées à différents partis politiques, se font concurrence.

Le front unique en France et en Allemagne

Notre attitude vis-à-vis des organisations politiques de la classe ouvrière est très *différente* de celle que nous avons envers ses organisations économiques. Un parti politique est constitué d'activistes individuels qui ont choisi de s'associer sur la base d'un programme d'ensemble pour organiser ou réorganiser la société. Nous cherchons à créer un parti révolutionnaire d'avant-garde politiquement homogène. Pour ce faire il est souvent nécessaire de scissionner des partis réformistes et centristes. C'est ainsi que le Parti communiste français a été créé en 1920 par la scission d'une majorité de gauche dans le Parti socialiste réformiste. De la même façon, le Parti communiste allemand, organisation relativement petite qui comptait environ 80 000 militants, se transforma au cours de cette même année en un parti de masse par la scission d'une majorité de gauche dans le Parti social-démocrate indépendant, un parti centriste.

Toutefois, nous préconisons des syndicats industriels et des conseils d'usine regroupant *tous* les ouvriers qui y sont employés, quelles que soient leurs opinions et appartenances *politiques*, et quand c'est approprié nous cherchons à les construire. Notre but est de gagner le soutien d'une majorité de la base syndicale pour pouvoir remplacer les bureaucrates syndicaux en place, qu'ils soient réformistes ou (aux Etats-Unis) libéraux de gauche, tout en gardant intactes ces organisations. Mais les bureaucrates en place n'accepteront pas forcément ces règles du jeu, surtout quand ils perdront. C'est ce qui est arrivé en France en 1921.

Avant la Première Guerre mondiale, la Confédération générale du travail (CGT), le principal syndicat français, était un bastion du syndicalisme de gauche ou révolutionnaire. La CGT était fière et jalouse de son indépendance vis-à-vis du Parti socialiste, et lui était largement hostile. Les militants syndicalistes, non sans raison, considéraient ce parti comme une organisation à dominante petite-bourgeoise imprégnée de carriérisme parlementaire et de dilettantisme intellectuel. Pourtant, la distance politique entre la CGT et le Parti socialiste s'était nettement rétrécie pendant les dernières années précédant la guerre, au moment où une nouvelle direction plus à droite, autour de Léon Jouhaux, prenait la tête de la CGT. Lorsque la guerre éclata, Jouhaux et d'autres dirigeants

de la CGT se joignirent au Parti socialiste dans ce qu'on a appelé l'« union sacrée » de la défense nationale. Jouhaux lui-même fut nommé à un poste officiel par le gouvernement.

Après la guerre, la CGT se polarisa, avec d'un côté une aile droite réformiste déclarée autour de Jouhaux, et de l'autre une aile gauche amorphe constituée de militants pro-bolchéviques, de syndicalistes à l'ancienne et d'anarchistes. Voyant la possibilité grandissante de se retrouver perdant face à la gauche, le groupe de Jouhaux scissionna l'organisation à la fin 1921. La fédération syndicale droitière conserva l'ancien nom, et comptait environ 250 000 membres. L'organisation de gauche, nommée CGT-unitaire (CGTU), était dirigée par un bloc instable de communistes inexpérimentés, de syndicalistes et d'anarchistes, et revendiquait 350 000 membres. Donc pour être efficaces, les luttes ouvrières pour les salaires, pour les conditions de travail et contre les licenciements devaient passer par l'action unitaire entre d'une part les communistes et leurs alliés de gauche dans la CGTU, et d'autre part les réformistes de la CGT.

La situation en Allemagne était plus compliquée, car la division politique entre communistes et réformistes se superposait avec les différentes formes d'organisations économiques de la classe ouvrière. Les sociaux-démocrates conservaient le contrôle du principal syndicat, l'Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund (ADGB). Il s'agissait littéralement d'un syndicat de métiers, basé sur le type de profession et non sur des unités économiques industrielles ou autres. Par exemple, le syndicat des mécaniciens regroupait des mécaniciens de différentes usines, mais n'incluait pas les ouvriers non mécaniciens de ces usines. Le Parti communiste chercha à faire un travail dans l'ADGB, mais l'appareil social-démocrate réussit par des méthodes bureaucratiques à empêcher les communistes dans le syndicat d'avoir des postes de responsabilité correspondant à leur influence à la base.

Toutefois, l'agitation révolutionnaire de 1918-1919 provoqua l'essor d'une autre forme d'organisation ouvrière, les conseils d'usine. Ceux-ci regroupaient tous les ouvriers d'une même entreprise, et ils étaient plus représentatifs de la base que les syndicats. Les délégués à ces conseils devaient être salariés de l'entreprise, ce qui excluait les permanents syndicaux. Fin 1922, le Parti communiste avait gagné suffisamment d'autorité pour pouvoir organiser un congrès national réunissant plusieurs milliers de conseils d'usine. La tactique de front unique impliquait par conséquent souvent des appels à une action conjointe des conseils d'usine dirigés par les communistes et des syndicats dominés par les sociaux-démocrates.

Un bon exemple de la façon dont la tactique de front unique s'est déroulée dans la réalité, même s'il s'agit d'un exemple par la négative, est une grève des cheminots début 1922. Les chemins de fer allemands étaient nationalisés. Dans le cadre d'un programme d'austérité budgétaire, le gouvernement annonça que 20 000 cheminots seraient licenciés. Cela provoqua la grève d'un syndicat de cheminots indépendant, c'est-à-dire non affilié à l'ADGB. Le gouvernement, avec à



La Bataille socialiste

Le congrès de la CGT à Lille, en juillet 1921 : la division entre ailes droite et gauche s'y renforça, y compris par rapport au communisme, et les participants en vinrent parfois aux mains. Fin 1921, la CGT avait scissionné.

sa tête le président social-démocrate Friedrich Ebert, déclara cette grève illégale. En réaction, le Parti communiste publia un appel à toutes les organisations ouvrières défendant le droit de grève, et il mobilisa ses propres forces en soutien aux cheminots. Quand les directions du Parti social-démocrate et de l'ADGB refusèrent de soutenir la grève, la direction du syndicat des cheminots ordonna à ses membres de reprendre le travail. Toutefois, les principes et l'activité des communistes augmentèrent leur autorité politique dans un secteur stratégique de la classe ouvrière, tout en discréditant les sociaux-démocrates.

Le front unique et la période postsoviétique

Il est évident que l'utilisation de la tactique du front unique dans les luttes élémentaires quotidiennes des travailleurs contre le capital, telle que pratiquée par les partis communistes européens des premières années, n'est pas applicable pour nous aujourd'hui, et il en sera encore ainsi demain. Toutefois, il y a d'autres différences importantes, beaucoup moins évidentes. L'une d'elles est le rôle de la liberté de critique, ou plus précisément de la critique elle-même. Dans son article de 1922, Trotsky présentait la liberté de critique comme une condition négative du front unique, autrement dit une chose à laquelle les communistes ne renoncent pas :

« Nous avons rompu avec les réformistes et les centristes pour avoir la liberté de critiquer les trahisons, l'indécision de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Tout accord qui limiterait notre liberté de critique et d'agitation serait donc inacceptable pour nous. »

Rappelons-le, nous parlons ici de partis communistes de masse qui avaient les moyens de *faire connaître* leurs critiques des organisations réformistes aux militants et sympathisants de celles-ci. Le Parti communiste allemand, au début des années 1920, possédait des dizaines de quotidiens, qui étaient lus par des centaines de milliers d'ouvriers, y compris par une partie des militants et sympathisants de la social-démocratie. Les Partis communistes allemand, français et d'autres pays européens avaient des députés au parlement et

des élus dans les conseils municipaux. Ils avaient des responsables syndicaux et des élus dans les comités d'usine. Dans pratiquement chaque usine en Allemagne, en France et dans certains autres pays – comme l'Italie et la Tchécoslovaquie –, les ouvriers communistes discutaient continuellement politique avec leurs collègues sociaux-démocrates, syndicalistes ou anarchistes. On ne manquait pas de confrontations et de débats politiques entre les communistes et les autres tendances du mouvement ouvrier.

La SL/U.S. est confrontée à une situation très différente vis-à-vis de nos opposants réformistes nettement plus grands : l'International Socialist Organization (ISO) social-démocrate, le Workers World Party et le Party for Socialism and Liberation staliniens, et le Revolutionary Communist Party maoïste-stalinien. Les dirigeants et les cadres de ces organisations ne veulent pas engager le combat politique avec nous, et ne ressentent aucun besoin de le faire. Au contraire. Ils cherchent à isoler des « sparts » leurs militants et contacts plus novices et plus jeunes. L'ISO, par exemple, nous exclut de ses débats publics. En réaction, il y a une tendance à se servir du front unique pour contourner le refus de nos opposants d'engager le débat politique. On peut discuter de l'efficacité de cette tactique utilisée dans ce but.

Mais ce qui est indiscutable, c'est que cela *n'était pas* l'objectif premier de la tactique du front unique. Son but n'était pas de créer une arène supplémentaire pour débattre avec les réformistes sur la doctrine et le programme, mais de croiser le fer avec eux à un niveau tout à fait différent. Ainsi, les « Thèses sur le front unique » de 1921 affirment :

« Les partis communistes de tous les pays, après s'être assuré la liberté organisationnelle d'*influencer idéologiquement* les masses travailleuses, s'efforcent maintenant dans tous les cas de parvenir à une unité d'*action pratique* aussi large et complète que possible de ces masses » [traduit de l'allemand par nos soins].

Je vais conclure en discutant les tactiques élaborées par le Comintern pour les partis communistes, plus petits, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, pour qui le front unique n'était pas réalisable car ils n'avaient pas un poids suffisant pour être à l'initiative d'actions ouvrières de masse et les organiser. En même temps, ce n'étaient pas non plus des groupes de propagande. Au début des années 1920, les PC britannique et américain regroupaient des milliers de militants ouvriers expérimentés, et ils avaient à leur tête des dirigeants ouvriers connus et respectés, comme Tom Mann en Grande-Bretagne et William Z. Foster aux Etats-Unis.

Dans le cas des Partis britannique et américain, Lénine joua un rôle central dans l'élaboration de tactiques appropriées. L'axe de base de la tactique du front unique, c'est l'offre faite par les communistes de mener une lutte unitaire avec les organisations réformistes, y compris leur direction actuelle. En Grande-Bretagne, cela s'exprimait sous la forme d'un soutien critique électoral au Parti travailliste, et aussi par la proposition communiste d'adhérer à celui-ci. Dans cette situation, les communistes agiraient ouvertement comme une fraction organisée, basée sur un programme révolutionnaire. En même temps, en tant que membres du Parti travailliste, ils aideraient à le construire, par exemple en recrutant des ouvriers politiquement plus arriérés qui soutenaient les libéraux ou les conservateurs.

Aux Etats-Unis, les seules organisations ouvrières de masse étaient (et sont toujours) les syndicats. Et donc les communistes exigent que les syndicats créent un parti politique qui s'oppose aux démocrates et aux républicains, et

auquel les communistes participeraient. Je ne vais pas aborder ici le fait que beaucoup de communistes américains, peut-être la plupart d'entre eux, ont interprété cette tactique comme un appel et un engagement à créer un nouveau parti réformiste similaire au Parti travailliste britannique. Cette question est sans rapport avec le but de cette présentation. Ce qui compte, c'est de comprendre que le soutien appuyé à un parti basé sur les syndicats était l'analogie, aux Etats-Unis, de la tactique de front unique.

Au début des années 1970, nous avons eu une discussion interne approfondie sur la question du parti des travailleurs. L'essence et les conclusions de ce débat ont été synthétisées par Jim Robertson dans sa présentation de 1972 « Discussion sur la question du parti des travailleurs » ; celle-ci a été reproduite dans la brochure spartaciste *Sur le front unique* (janvier 1996). Robertson expliquait :

« Lors du dernier débat à New York, j'ai passé tout mon temps sur les décisions des Troisième et Quatrième Congrès. Je vais faire autrement cette fois, et je vais simplement signaler que le mot d'ordre de parti des travailleurs est la version actuelle, aux Etats-Unis, de la question du front unique. Il se pose en l'absence d'expression politique de masse du réformisme ou du stalinisme aux Etats-Unis. Au lieu de cela, étant donné l'organisation de syndicats industriels avec une bureaucratie profondément loyale au capitalisme, c'est vers ceux-ci que sont centrés, sur la question du parti des travailleurs, le problème de l'unité prolétarienne et le processus menant par la lutte au triomphe du communisme. »

Jim insistait aussi qu'un vrai mouvement vers un parti des travailleurs, ou même un sentiment largement partagé en sa faveur, ne pourrait être créé que par un niveau de lutte de classe qualitativement supérieur à celui qui existait à cette époque, et même dans celle des grandes grèves qui ont permis la construction des syndicats industriels de masse dans les années 1930. Sans une telle poussée convulsive de lutte de classe, notre position en faveur d'un parti basé sur les syndicats, opposé aux démocrates, est un *aspect subordonné* à notre propagande plus fondamentale en faveur de la dictature du prolétariat (qui s'exprime par la formule « gouvernement ouvrier »).

Cette façon d'aborder la question du parti des travailleurs est, je pense, en général appropriée pour la SL/U.S. dans la période actuelle. On a beaucoup discuté de savoir si nous avons une perspective ou non. Je crois que nous avons une perspective, mais pas dans le sens où le terme est utilisé. Je pense que notre perspective devrait être de produire davantage de propagande, de meilleure qualité, au sens plékhanovien, qui est d'expliquer beaucoup d'idées complexes à un petit nombre de personnes. Finissons-en avec les combines pour devenir riches rapidement. Quand, à l'avenir, des occasions de percée organisationnelle se présenteront, nous le saurons tous. Sans aucun doute, ces occasions créeront à la fois des problèmes objectifs et des divergences internes, et peut-être des batailles, mais ce n'est pas ce qui s'est passé dans notre tendance depuis la chute de l'Union soviétique.

Ce qui s'est passé, je pense, c'est une tendance de fond, subjective, à vouloir réaliser des percées organisationnelles afin de prouver (surtout à nous-mêmes) que nous *ne sommes pas* historiquement hors sujet, puisque le reste du monde pense que nous le sommes. Nous avons un rôle historique à jouer, mais nous ne sommes pas obligés de le prouver ni ne sommes en mesure de le faire aujourd'hui en faisant une percée organisationnelle importante ou par d'autres formes de succès publics. C'est simplement la réalité objective. ■

Allemagne...

Suite de la page 1

collectivisée et planifiée internationalement ; la Révolution russe avait été la première qui mette l'humanité sur cette voie, et la bourgeoisie du monde entier n'a eu de cesse depuis de détruire l'Union soviétique. Même après l'usurpation du pouvoir politique par une bureaucratie stalinienne à partir de 1924, les fondements socialistes de l'économie demeuraient et c'est ce qui explique les acquis sociaux qui existaient dans ce pays pour les travailleurs ; dans le monde capitaliste à l'Ouest, face aux luttes ouvrières, les capitalistes avaient été forcés de lâcher des concessions qu'aujourd'hui ils s'acharnent à détruire, maintenant qu'ils n'ont plus l'URSS qui renvoie l'image d'une société où le sort des travailleurs était meilleur. L'Etat ouvrier dégénéré soviétique n'a été détruit qu'en 1991-1992 après la prise du pouvoir par Boris Eltsine.

D'où la pluie de livres, d'articles et d'émissions de télévision pour proclamer la « mort du communisme », la victoire de la « démocratie » sur l'hydre à deux têtes du totalitarisme (fascisme et communisme, qui sont ainsi mis faussement sur un pied d'égalité). C'est du recyclage de la thèse centrale du *Livre noir du communisme*. En fait le fascisme est l'une des formes de la dictature du capital ; la démocratie bourgeoise est la forme la plus commode pour la bourgeoisie pour masquer sa domination implacable, mais en cas de danger pour leur domination de classe, messieurs les capitalistes démocrates auront recours à la pire des racailles pour noyer dans le sang le danger d'une révolution communiste. Ainsi les capitalistes allemands ont financé les nazis et organisé leur prise du pouvoir pour écraser le mouvement ouvrier allemand. Le fascisme hitlérien était l'expression la plus extrême de la lutte implacable de la bourgeoisie contre le communisme.

Même si l'idée d'une révolution socialiste paraît aujourd'hui une fantasmagorie de retardés d'un autre siècle, le système d'exploitation capitaliste lui-même, avec ses attaques incessantes contre la classe ouvrière, prépare les conditions d'une riposte tôt ou tard des ouvriers. Notre tâche est de réimplanter le marxisme dans la classe ouvrière pour préparer ces explosions futures de lutte de classe et les mener à la victoire, c'est-à-dire le renversement du capitalisme, son remplacement par un régime de conseils ouvriers, la dictature du prolétariat.

On nous bombarde en permanence avec des histoires que le 9 novembre 1989 le mur de Berlin est tombé, et avec lui le communisme pour toujours, car les Allemands de l'Est voulaient inconditionnellement l'unification avec l'Ouest capitaliste. Ce n'était certainement pas ce que l'immense majorité des manifestants pensait à l'époque. On peut trouver dans la presse quelques reportages, comme par exemple dans *l'Humanité* du 3 novembre dernier sur la ville d'Eberswalde, au nord-est de Berlin, où « tous les acteurs du soulèvement pacifique rencontrés dans la ville nous tiendront le même discours : "Nous voulions tous une meilleure RDA, plus démocratique, plus efficace sur le plan économique." »

Ce que la bourgeoisie veut faire disparaître, c'est qu'en 1989-1990 la question posée était : révolution ou contre-révolution. C'était une situation pré-révolutionnaire ; les masses est-allemandes ne voulaient plus être gouvernées comme avant, et les bureaucrates staliniens ne pouvaient plus gouverner comme avant. En octobre 1989 la caste bureaucra-



Andreas Schoelzel/Zenit

Berlin-Est, 10 novembre 1989 : la base du SED manifeste pour un renouvellement fondamental du parti. A droite : les trotskystes appellent à une révolution politique prolétarienne.



tique au pouvoir a commencé à se fracturer. Cela allait déboucher soit sur une révolution politique prolétarienne, où la classe ouvrière allait renverser la bureaucratie et prendre le pouvoir politique dans ses propres mains, soit sur une contre-révolution capitaliste, c'est-à-dire l'annexion de la RDA (l'Allemagne de l'Est) par la bourgeoisie allemande.

Le mur de Berlin est tombé du fait du développement d'une situation pré-révolutionnaire en RDA et non pas du fait d'une offensive contre-révolutionnaire. Cela nous a donné une occasion, que nous avons su saisir, pour lutter pour une révolution politique prolétarienne, son extension à l'Union soviétique, et une réunification révolutionnaire de l'Allemagne. Tout le monde savait à l'époque que l'on vivait un prélude à la bataille décisive où allait se jouer le sort de la patrie de la Révolution russe, en Union soviétique même. Mais Gorbatchev a bradé la RDA à l'impérialisme. Il pensait que l'aumône de quelques milliards de deutschemarks (la monnaie ouest-allemande) qu'il a obtenue en paiement de sa trahison lui permettrait de préserver encore un peu le « socialisme dans un seul pays » en URSS. En fait il a ouvert les portes de la contre-révolution jusqu'à Moscou.

La révolution d'Octobre et le Thermidor stalinien

Pour comprendre tout cela il faut remonter en arrière jusqu'à la Révolution russe de 1917. Si l'on excepte l'éphémère Commune de Paris, c'est la première fois (et jusqu'à présent la dernière) qu'une révolution ouvrière renversait le capitalisme. Les travailleurs ont instauré un nouveau pouvoir d'Etat basé sur des conseils d'ouvriers et de soldats, ou soviets. Ayant détruit l'ancien Etat bourgeois, ils ont consolidé la dictature du prolétariat en remportant une guerre civile acharnée où les contre-révolutionnaires étaient soutenus par les impérialistes du monde entier. L'Armée rouge, dirigée par Léon Trotsky, a vaincu, avec l'aide de la classe ouvrière des pays dont les armées capitalistes avaient envahi la Russie.

La Révolution russe était un phare pour les opprimés dans le monde entier. A la fin de la Première Guerre mondiale, avec ses millions de morts dans les tranchées, une vague de soulèvements révolutionnaires a balayé l'Europe. Mais les partis sociaux-démocrates, partout en Europe, ont tout fait pour sauver la domination de la bourgeoisie contre les

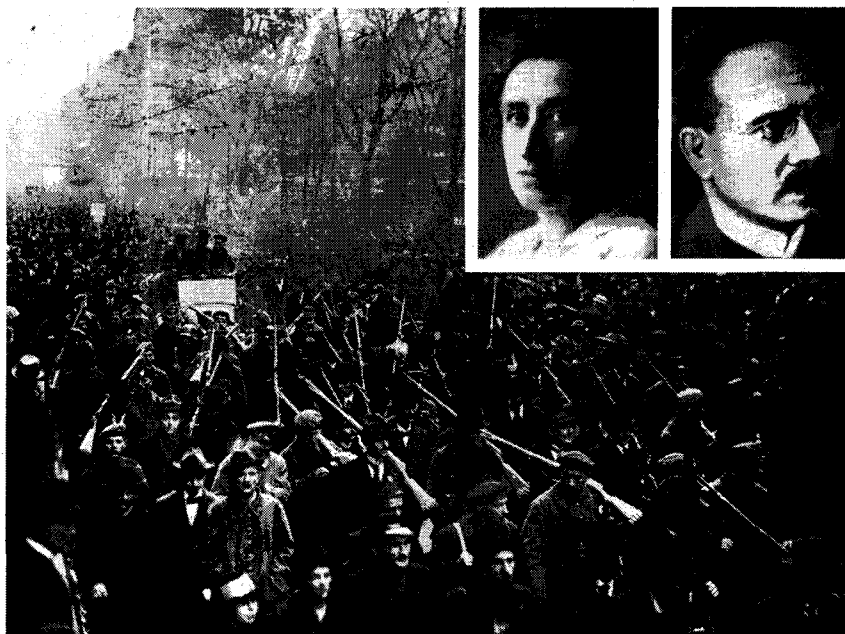
ouvriers. Les nouveaux partis communistes avaient trop peu de maturité et d'expérience pour conduire des révolutions à la victoire. Le SPD allemand noya la révolution de 1918-1919 dans le sang. Le jeune Parti communiste d'Allemagne (le KPD) fut décapité par l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

En 1923, une formidable crise révolutionnaire fut causée par l'occupation de la Ruhr (le cœur de l'industrie allemande) par les troupes françaises qui plongea l'économie dans le chaos et l'hyperinflation. Les ouvriers allemands se tournèrent vers le KPD, mais la direction de celui-ci attendait de l'aile gauche du SPD qu'elle fasse la révolution, et il s'allia même à elle dans une coalition gouvernementale bourgeoise. Le KPD ayant laissé passer l'occasion révolutionnaire en Allemagne, cela provoqua en Union soviétique une vague de démoralisation parmi les ouvriers car cela voulait dire que la Russie soviétique allait encore rester isolée. Au début de 1924 une caste bureaucratique conservatrice sous la direction de Staline usurpa le pouvoir politique. Alors changèrent ceux qui gouvernaient l'URSS, la façon dont l'URSS était gouvernée et les buts dans lesquels l'URSS était gouvernée.

C'était une contre-révolution politique, mais pas une contre-révolution sociale. La bureaucratie se basait sur l'économie collectivisée, dont elle tirait ses privilèges. Mais elle ne possédait pas les moyens de production, qui restaient collectivisés ; elle ne pouvait pas les transmettre à ses enfants. Ce n'était pas une classe dirigeante, c'était une caste bureaucratique instable. Cette bureaucratie avait une double nature : elle était hostile à la classe ouvrière, dans la mesure où elle avait à défendre ses privilèges et sa domination contre les ouvriers ; en même temps, ses privilèges provenaient de l'économie planifiée issue de la Révolution russe victorieuse. La bourgeoisie mondiale était hostile à la bureaucratie soviétique et irrémédiablement déterminée à détruire l'Union soviétique.

Staline proclama en octobre 1924 le dogme réactionnaire de la « construction du socialisme dans un seul pays ». C'était diamétralement opposé à l'internationalisme prolétarien qui avait inspiré la révolution d'Octobre. La Troisième Internationale, instrument de la révolution mondiale, devint un obstacle à la révolution. Elle ne se donnait plus pour tâche de mener les ouvriers au pouvoir, elle cherchait simplement à amadouer les bourgeoisies impérialistes afin qu'elles n'attaquent pas l'Union soviétique et qu'on puisse y construire le « socialisme dans un seul pays ». Trotsky dirigea alors l'Opposition de gauche pour lutter contre la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et de l'Internationale communiste, et il défendit la continuité du programme bolchévique contre les staliniens.

La dégénérescence de l'URSS pava la voie à la victoire de Hitler en 1933 pratiquement sans coup férir, le KPD stalinisé refusant de lutter pour un front unique ouvrier des travailleurs communistes et sociaux-démocrates pour écraser les nazis et ouvrir ainsi la voie à la révolution prolétarienne. Cette trahison ne provoqua aucune réaction dans l'Internationale communiste ; cela voulait dire qu'elle était finie pour la révolution,



Dietz Verlag

Manifestation d'ouvriers et de soldats en armes lors du soulèvement de 1918-1919 à Berlin. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, fondateurs du communisme en Allemagne, ont été assassinés en janvier 1919 par des contre-révolutionnaires à la solde du SPD.

qu'il fallait une nouvelle Internationale. C'est à la construction de la Quatrième Internationale que s'attela alors Trotsky jusqu'à son assassinat en 1940 par un tueur stalinien. La Quatrième Internationale luttait pour la défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution, et pour une révolution politique ouvrière qui renverse la bureaucratie stalinienne et instaure un régime politique basé sur des conseils ouvriers élus démocratiquement, comme dans les premières années du pouvoir soviétique.

Finalement c'est l'Armée rouge soviétique, malgré Staline, qui a écrasé le régime nazi. Les staliniens ont ensuite exproprié le capitalisme en Allemagne de l'Est et en Europe de l'Est, pour leurs propres raisons et avec leurs propres méthodes bureaucratiques. Ces transformations n'étaient pas des actes conscients du prolétariat comme cela avait été le cas avec la Révolution russe. Elles ont été faites d'en haut, par des moyens bureaucratiques et militaires, après que les Etats capitalistes avaient été détruits au cours de la guerre. Des réformistes comme Lutte ouvrière (LO) en tirent prétexte pour dire que ces pays demeuraient capitalistes puisque il n'y avait pas eu de révolution ouvrière comme en Russie. Mais à partir de 1945 le pouvoir en Europe de l'Est reposait au fond sur l'armée soviétique, et du moment que celle-ci s'était décidée à consolider son pouvoir sur place, inévitablement cela allait conduire à l'instauration d'Etats ouvriers, mais qui étaient bureaucratiquement déformés dès le départ. Ces régimes étaient qualitativement semblables à celui de l'URSS. L'expropriation des capitalistes dans ces pays (et de même encore aujourd'hui en Chine, à Cuba, au Vietnam et en Corée du Nord) est une mesure progressiste que nous défendons. Mais, comme Trotsky l'expliqua quand l'Armée rouge entra en Pologne en 1939, ces expropriations ne sont pas le critère politique déterminant si un changement dans les rapports de propriété ne conduit pas à une élévation du niveau de conscience et d'organisation du prolétariat. De ce point de vue décisif, disait Trotsky, « la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère

réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. »

Le retour de la guerre froide à la fin des années 1970

Pendant des années il y eut un taux de croissance considérable de l'économie des pays de l'Est avec des acquis considérables pour les travailleurs. Je n'ai pas le temps ici de m'y attarder donc je vais passer directement à la période qui a précédé l'effondrement du stalinisme en Europe de l'Est. Après la défaite américaine au Vietnam, dès l'arrivée au pouvoir du démocrate Carter en 1977 aux Etats-Unis, la guerre froide recommença pour « refouler le communisme » ; cette guerre n'avait jamais cessé depuis 1917 mais elle prit un nouveau tournant agressif sous Carter (et en France sous Mitterrand), tant au niveau de la pression militaire que de la pression économique, que les impérialistes utilisent conjointement ou alternativement contre les Etats ouvriers. A la fin des années 1970 un réactionnaire anticommuniste polonais fut nommé à la tête du Vatican, et les services secrets américains et saoudiens commencèrent à financer une insurrection réactionnaire en Afghanistan contre le régime républicain local, allié diplomatique de l'URSS.

Je ne vais pas parler longuement de l'Afghanistan parce qu'on y revient dans plusieurs articles dans le numéro actuel du *Bolchévik* que vous avez tous dû lire ces dernières semaines. Je parlerai un peu plus de la Pologne qui est aussi en ce moment sur le devant de la scène commémorative. Dans le *Figaro Magazine* du 31 octobre ils se félicitent que les dirigeants de la grève de Gdansk en 1980, d'où était issue l'organisation Solidarnosc, allaient à la messe tous les matins ; Lech Walesa, le dirigeant de Solidarnosc à l'époque, déclare que pour la contre-révolution dans le bloc soviétique « *la date clé, c'est 1980 à Gdansk !* ». On nous a resservi la même fable le 9 novembre dernier à Berlin avec Walesa qui fait tomber le premier des blocs en polystyrène érigés à l'occasion de la commémoration, pour symboliser la revanche des impérialistes et leur « théorie des dominos » selon laquelle le monde était menacé de tomber morceau par morceau dans l'orbite communiste.

Sauf que ce n'est que l'année suivante, en 1981, que la direction réactionnaire de Solidarnosc a vraiment consolidé cette organisation, issue à l'origine d'une grève ouvrière, comme un groupe contre-révolutionnaire. De plus le régime stalinien de Jaruzelski a alors stoppé la tentative de coup d'Etat de Solidarnosc en décembre 1981. Nous nous sommes placés du côté de Jaruzelski contre la contre-révolution capitaliste ; nous disions que Solidarnosc n'avait rien d'un syndicat ; c'est pourquoi il était soutenu par les impérialistes, y compris Thatcher et Reagan qui s'attachaient à démolir les syndicats dans leur propre pays. Pour les trotskystes la lutte pour des syndicats indépendants de la bureaucratie doit se baser sur la défense inconditionnelle de la propriété collectivisée et de l'Etat ouvrier contre l'impérialisme et la contre-révolution, autrement c'est un mot d'ordre pour la restauration capitaliste sous couvert « démocratique ». En même temps nous disions qu'avoir stoppé Solidarnosc donnait un répit mais ne réglait rien : les stalinien polonais, qui avaient hypothéqué le pays aux banquiers impérialistes et fait pendant des années des concessions à l'Eglise catholique, bastion en Pologne de la réaction anti-femmes, antisémite et anticommuniste, étaient incapables de vaincre politiquement les contre-révolutionnaires de Solidarnosc. Début 1989, le même Jaruzelski remettait le pouvoir au même Walesa.



Rattay/Reuters

Berlin, 9 novembre 2009 : triomphalisme bourgeois pour le vingtième anniversaire de la chute du mur. Au premier rang : Gorbatchev, Walesa et Merkel.

Vous allez dire, pas étonnant que le *Figaro Magazine* soutienne Solidarnosc. Mais la soi-disant gauche de la gauche, qui encore il y a quelque temps se réclamait à l'occasion du trotskysme, fait de même. Ainsi le journal mensuel du NPA d'Olivier Besancenot (*Tout est à nous*, septembre) consacre une page entière à un de ses militants polonais qui était dans la direction de Solidarnosc en 1981 et qui raconte des fables sur le caractère soi-disant socialiste et « autogestionnaire » des décisions de son congrès en septembre 1981. En fait ils avaient invité à ce congrès certains des agents les plus notoires de la CIA dans le mouvement ouvrier international, comme Irving Brown qui était déjà à l'origine de la scission anticommuniste de la CGT en 1947 et qui après la guerre était en Allemagne pour reconstituer le SPD et empêcher la classe ouvrière allemande de se tourner vers le communisme. Solidarnosc annonçait vouloir remettre le pouvoir à un gouvernement de Solidarnosc, du Vatican et de quelques communistes « modérés ». C'est-à-dire un gouvernement capitaliste. On l'a vu plus tard quand ils ont pris le pouvoir. Mais le parti de Besancenot masque sa trahison de l'époque en disant que ce serait seulement plus tard, dans les mystères de la clandestinité, que Walesa et la direction de Solidarnosc seraient devenus contre-révolutionnaires. Apparemment quand Reagan, Thatcher et Mitterrand, et Le Pen, soutenaient déjà Solidarnosc en 1981, ils avaient des lubies. Etrangement elles sont devenues plus tard réalité.

Les problèmes économiques de la RDA et de l'URSS

A partir du milieu des années 1970, le Kremlin multiplia par cinq le prix de ses livraisons de pétrole à ses partenaires d'Europe de l'Est, tout en diminuant les volumes livrés afin de pouvoir exporter davantage lui-même sur les marchés occidentaux. D'un autre côté, pour maintenir la paix sociale, les régimes stalinien d'Europe de l'Est continuaient d'augmenter le niveau de consommation, assorti de la garantie de l'emploi. Inévitablement cette politique conduisit à des déficits commerciaux croissants, ce qui obligea les bureaucrates à hypothéquer leur pays aux impérialistes occidentaux. Ainsi commencèrent à se combiner la pression des banquiers occidentaux et un nouveau doublement du prix du pétrole soviétique.

L'URSS elle-même était contrainte à de considérables dépenses militaires face au projet de « guerre des étoiles » de

l'administration Reagan, en fait un projet de première frappe nucléaire impérialiste, et au conflit afghan où elle devait lutter contre les mollahs antisoviétiques de la CIA. Pour en même temps maintenir le niveau de vie des travailleurs, le Kremlin, comme ailleurs dans le bloc soviétique, dut drastiquement limiter les investissements, ce qui conduisait inévitablement à une obsolescence croissante de l'appareil productif face à l'Ouest.

En RDA on pouvait le voir avec leurs voitures, les Trabant et les Wartburg, qui dans les années 1960 avaient été modernes. Mais la pénurie et l'obsolescence n'étaient pas l'expression d'un défaut inhérent à l'économie planifiée. Elles résultaient de l'impossibilité de construire le « socialisme dans un seul pays », une utopie stalinienne. Le gaspillage bureaucratique et la démobilisation, du fait de la censure politique frappant les travailleurs, étaient un obstacle à l'élévation de la productivité. Il était impossible de réaliser dans un cadre national la spécialisation basée sur la division internationale du travail que pouvaient mettre en œuvre les nations capitalistes dominantes, qui justement contrôlaient et dominaient le marché mondial.

Cette poignée de nations impérialistes, les USA, le Japon, l'Allemagne, mais aussi la France, pillent les pays néocoloniaux et le reste du monde avec leurs crédits, leurs brevets, leurs traités commerciaux inégaux, etc. Elles essaient de noyer dans le sang toute résistance, que ce soit par des invasions pures et simples (avec leur propre armée ou sous couverture de l'ONU) ou avec des dictatures militaires ou policières sanglantes qu'elles arment jusqu'aux dents. Il y a une concurrence aiguë entre ces grands bandits pour contrôler les sphères d'influence et d'exploitation, une concurrence qui en dernier ressort se règle par des guerres. 20 ans après la chute du mur, l'Europe capitaliste unie est toujours un mythe, les différentes nations capitalistes du continent ne pouvant s'entendre entre elles que sur comment faire face à leurs rivaux américaine et japonaise et sur comment accroître l'oppression des travailleurs immigrés. D'où le regain de chauvinisme et de protectionnisme diffusé jusque dans la classe ouvrière par les bureaucraties syndicales.

D'ailleurs initialement la Communauté économique européenne n'était que la feuille de vigne de l'OTAN avec ses milliers de chars et de bombes atomiques tournés contre le bloc de Varsovie ; il s'agissait de souder suffisamment entre elles les économies capitalistes d'Europe de l'Ouest pour qu'elles présentent un front uni contre le bloc soviétique. Les impérialistes essayaient de mettre à genoux les Etats ouvriers en utilisant les prix des matières premières, les droits de douane et l'embargo économique, et en combinant cette pression économique avec les menaces militaires. C'était le cas pour le bloc soviétique, et ça l'est aujourd'hui pour la Chine malgré son intégration plus importante dans l'économie mondiale.

La RDA produisait environ 50 % de tous les types de machines qu'il y avait à l'époque dans le monde. Il fallait pour cela d'énormes dépenses de recherche et développement que la RDA ne pouvait amortir que sur de petites séries. Tant que les impérialistes contrôlent le marché mondial, on ne peut rien changer de fondamental à ce problème, mais s'il y avait eu une planification unifiée de Berlin-Est à Hanoï il aurait été possible de desserrer un peu le carcan de la domination



Jürgens Ost et Europa Photo

Apprentis métallos dans l'entreprise d'Etat Goldpunkt. La RDA était à l'avant-garde dans le monde pour l'intégration des femmes au travail.

impérialiste et la RDA aurait pu devenir un moteur économique et scientifique du bloc de l'Est. Mais les bureaucraties stalinienne, qui toutes prétendaient vouloir construire le « socialisme » dans leur propre pays, étaient un obstacle à une telle unification internationale de la planification. La seule perspective réaliste à long terme, c'était, en 1989 comme aujourd'hui, la victoire de la révolution socialiste dans les pays capitalistes principaux. Alors seulement on aura une planification internationale de la production selon les besoins humains et non pour le profit.

Gorbatchev et la perestroïka

A la différence du système capitaliste, l'économie planifiée, même sous une direction bureaucratique stalinienne, ne cherche pas à faire un maximum de profits mais à produire un maximum. C'est pourquoi il n'y avait ni chômeurs ni SDF en RDA ou en URSS. Mais dans les années 1970 et 1980 il était devenu évident que les vieilles méthodes bureaucratiques d'investissement extensif de capital et d'emprunt de technologie, qui avaient donné de très bons résultats dans le passé, bien qu'à un coût économique et social élevé, avaient atteint leurs limites. L'URSS était en proie à une relative stagnation économique. Comme Trotsky l'observait en 1936 dans *la Révolution trahie*, « Dans l'économie nationalisée, la qualité suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange. »

Ligue trotskyste de France

Paris
Le Bolchévik
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10

Rouen
LTF, Centre 316,
82 rue Jeanne D'Arc
76003 Rouen

Tél : 01 42 08 01 49

Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

La crise a éclaté sous Gorbatchev au milieu des années 1980. Les réformes de marché, la perestroïka, ont désorganisé l'économie planifiée et donné une énorme ouverture aux forces de la contre-révolution. Nous expliquions dans une brochure, publiée en allemand à l'été 1989, que les régimes staliniens ont *de façon inhérente* tendance à faire appel aux mécanismes de marché pour augmenter la productivité des travailleurs. Le « socialisme de marché » veut dire abandonner la planification centralisée et introduire les mécanismes du marché capitaliste dans l'économie planifiée. Cela signifie dresser les usines et les branches industrielles les unes contre les autres. Elles se faisaient concurrence pour les matières premières et les clients au lieu que ces ressources soient allouées de façon centralisée selon des priorités démocratiquement établies. Cela poussait à produire non ce qui était nécessaire, mais ce qui rapportait. Cela a encouragé le nationalisme et le morcellement de l'URSS, dressé les régions industrielles les plus riches contre les régions plus retardataires et moins industrialisées. Ces « réformes » ont révélé d'une manière spectaculaire les aspirations d'une aile de la bureaucratie à consolider ses privilèges économiques précaires en dévorant l'Etat ouvrier morceau par morceau et en essayant de devenir elle-même une classe possédante.

En même temps, pour amadouer les impérialistes, Gorbatchev a retiré l'Armée rouge d'Afghanistan en 1988-1989, ce qui était une trahison. Nous avons proposé au gouvernement afghan d'organiser des brigades internationales pour lutter contre les mollahs de la CIA. Ils ont rejeté notre offre. Nous avons alors début 1989 collecté de l'argent pour la ville de Jalalabad assiégée par les *moudjahidin*. Nous disions à l'époque qu'il valait mieux combattre les impérialistes en Afghanistan que la contre-révolution à Moscou.

La chute du mur de Berlin

J'en viens à notre intervention proprement dite lors de la chute du mur de Berlin. Pour ceux qui veulent étudier cette question je vous renvoie au *Spartacist* que nous avons publié en 1993 avec le document de notre conférence internationale faisant le bilan de notre intervention. Je vous renvoie aussi à la brochure que nous avons publiée en 2000, contenant une longue présentation faite par un camarade de notre section allemande à l'occasion du dixième anniversaire de la chute du mur, et dont j'ai été inspiré pour cette présentation. Nous avons fait pas mal de recherches sur la base de toute la documentation qui a été publiée ces dernières années. Fondamentalement elles ont confirmé la justesse de notre intervention trotskyste, et de l'analyse que nous en avons faite.

A l'été 1989 il était évident que la crise couvait en RDA. Au printemps le gouvernement avait dû truquer les résultats d'élections pourtant étroitement sous contrôle. Il y avait eu à Pékin le soulèvement de Tiananmen, qui pouvait déboucher sur une révolution politique prolétarienne en Chine, et qui avait eu un impact en RDA. Et il y avait de nombreuses illusions dans la politique de Gorbatchev à laquelle s'opposait le régime sclérosé de Honecker. L'opposition montait contre le régime en place. A Varsovie un régime contre-révolutionnaire avait pris le pouvoir, que lui avait transféré pacifiquement la bureaucratie stalinienne qui venait d'abdiquer. Pendant l'été, des milliers d'Allemands de l'Est commencèrent à passer à l'Ouest via la Hongrie, qui avait ouvert ses frontières au transit des citoyens est-allemands en échange de quelques millions de deutschemarks. Economiquement la situation était bien pire que ne le croyaient même des membres du gouvernement.

La RDA ne pouvait pas continuer comme avant. Début octobre 1989 il y eut des manifestations qui croissaient de semaine en semaine. Honecker voulut utiliser l'armée contre les manifestants mais Gorbatchev et le commandement militaire soviétique stationné en RDA s'y opposèrent. Honecker fut remplacé fin octobre par un autre bureaucrate. Le 4 novembre il y eut une manifestation d'un million de personnes à Berlin-Est, avec des revendications démocratiques-bourgeoises, pour la liberté de voyager, contre les staliniens, mais aussi de nombreux mots d'ordre et banderoles pro-socialistes comme « *Pour des idéaux communistes* », « *Contre les privilèges* », « *Créons des conseils ouvriers* », etc. Cinq jours plus tard, le mur tombait.

Intervention de la LCI dans une situation pré-révolutionnaire

Littéralement dans les 24 heures se retrouvaient à Londres des camarades de notre comité exécutif international, et nous avons mis en place l'intervention de nos camarades de par le monde. Dès le 15 novembre nous avons un tract dont nous avons diffusé 100 000 exemplaires dans la semaine qui a suivi. Le tiers de toute notre internationale est allé à un moment ou un autre pendant ces mois cruciaux pour soutenir nos camarades allemands dans leur intervention. Nous luttions pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, une réunification révolutionnaire de l'Allemagne par une révolution politique prolétarienne chassant la bureaucratie stalinienne à l'Est et une révolution socialiste renversant la bourgeoisie à l'Ouest. L'Allemagne était divisée par une ligne de classe. Nous nous sommes opposés à une réunification capitaliste de l'Allemagne.

Le 7 décembre nous avons le premier numéro de notre journal quotidien, *Arbeiterpressekorrespondenz* (*Arprekorr*, correspondance de presse ouvrière). *Arprekorr* eut un énorme succès : on nous l'arrachait pratiquement des mains. En moyenne on vendait plus de 10 000 *Arprekorr* par jour. Dans de nombreuses villes de RDA ont surgi des groupes de jeunes ou d'ouvriers qui diffusaient *Arprekorr* parce qu'ils étaient d'accord d'une manière ou d'une autre avec le but de notre lutte. Nous les avons organisés dans les Spartakist-Gruppen : il s'agissait d'organiser ceux qui diffusaient le journal, établir des communications avec ces groupes, les former politiquement ; c'était le moyen pour construire le parti révolutionnaire. Il s'agissait de traduire la force de notre programme en une forte organisation pour diriger la domination de la classe ouvrière dans la société et le pouvoir d'Etat. Le premier Spartakist-Gruppe a été fondé le 16 décembre 1989 à Berlin.

Nous avons reçu en quatre mois plus de 500 lettres de lecteurs, avec un maximum en janvier où nous avons reçu 180 lettres. Mais cela ne veut pas dire qu'ils partageaient notre vision du monde. Leur conscience était marquée par les tromperies et les mensonges du stalinisme. Nous avons rencontré dans nos discussions, dans ces lettres, des formes contradictoires de fausse conscience. Les gens parlaient de « *peuples progressistes* » et d'« *ailes progressistes* » de l'impérialisme, à l'opposé d'une vision révolutionnaire basée sur une perspective de lutte de classe.

Il y avait un « *patriotisme de la RDA* », vue comme un havre socialiste entouré d'un monde capitaliste hostile, essentiellement immuable et sans contradictions de classe. Il était très difficile pour ces travailleurs d'imaginer qu'il puisse y avoir une révolution socialiste à l'Ouest, qui serait déclenchée par exemple par une révolution politique prolétarienne à l'Est. Pourtant début 1990 la bourgeoisie a dû accor-



Début de révolution politique prolétarienne en RDA, juin 1953 : les ouvriers de Hennigsdorf défilent dans le Wedding, quartier ouvrier de Berlin-Ouest.

der d'énormes augmentations de salaires aux métallos ouest-allemands pour éviter une grève dans ce secteur clé de l'industrie. Une telle grève aurait pu faire voler en éclats le mythe selon lequel en Allemagne de l'Ouest la révolution était impossible et qu'il n'y avait pas de contradictions de classe.

Et en RDA il y avait eu un début de révolution politique prolétarienne en juin 1953 ; pour la première fois les travailleurs s'étaient soulevés contre le régime du prédécesseur de Honecker. Mais là aussi la mémoire de cette révolte prolétarienne avait été pervertie par les staliniens qui présentaient toute opposition à leur mainmise bureaucratique sur l'Etat ouvrier comme inévitablement contre-révolutionnaire capitaliste.

Un autre aspect des déformations apportées par le stalinisme, c'est que, pour beaucoup de travailleurs, « trotskyste » voulait dire « traître social-démocrate ». Donc nous avons publié un numéro spécial de *Spartacist* en allemand, qui malheureusement n'existe pas en français, sur le trotskysme, avec pour titre « Le trotskysme : ce que ce n'est pas et ce que c'est », où nous expliquions les origines de la lutte de Trotsky pour la Quatrième Internationale, et aussi la politique des différents groupes renégats du trotskysme.

Nous avons appelé à créer des conseils d'ouvriers et de soldats, comme ceux qu'il y avait eu en Russie en 1917. Les ouvriers sont venus nous voir pour nous demander comment s'y prendre. Eh bien, dans votre usine élisez des délégués qui sont révocables, qui ne sont pas payés plus que l'ouvrier moyen, et qui ont la responsabilité de prendre les décisions politiques dans les conseils ouvriers, comme par exemple comment empêcher le bradage des usines qui commençait déjà (les directeurs d'usine se mettaient déjà en relation avec des firmes ouest-allemandes, souvent des capitalistes dont la famille avait possédé l'usine avant 1945). Il fallait décider comment arrêter les fascistes qui commençaient à pointer le nez, il fallait protéger les quartiers où vivaient les ouvriers étrangers. Fondamentalement, il fallait gouverner la société tout entière. Ces conseils devaient devenir les organes de la dictature du prolétariat, décidant quoi produire et en quelle quantité, etc.

En RDA il y avait des milices ou groupes de combat d'usines, les *Betriebskampfgruppen*. Elles avaient été créées à l'origine pour empêcher que se reproduise le début de révolution politique ouvrière de juin 1953. Pourtant ces milices se considéraient comme les défenseurs de l'Etat ouvrier dans les usines. Il y avait des détachements dans toutes les usines ; dans les plus grandes ils avaient accès à de l'artillerie et des blindés. En novembre 1989, les *Betriebskampfgruppen* pouvaient devenir un foyer de révolution politique prolétarienne, un solide appui militaire pour la dictature prolétarienne révolutionnaire. En fait dans de nombreux cas, quand les bureaucrates ont voulu les préparer à réprimer les manifestations en octobre 1989, juste avant la chute du mur, ils se sont rendu compte que ces troupes n'avaient pas l'intention de frapper les manifestants. Alors début décembre 1989 les staliniens ont décidé consciemment de dissoudre ces unités, désarmant ainsi la classe ouvrière.

Du fait de notre propagande, certaines unités de l'armée est-allemande créèrent des comités de soldats. Certains de ces comités diffusaient *Arprekorr* dans l'armée. Ce sont ces unités que les staliniens paniqués ont dissoutes en premier. Nous avons recruté des camarades qui avaient fait partie de ces comités de soldats en Allemagne de l'Est. C'est là qu'on peut voir un peu la différence entre un Etat ouvrier, même déformé, et un Etat capitaliste. Comme l'expliquait Engels, l'Etat, ce sont au fond des bandes d'hommes armés dédiées à la défense d'un certain ordre social, un certain mode de production et la classe sociale qui domine ces rapports de production. L'Etat, c'est la police, l'armée, les gardiens de prison. Dans les forces armées est-allemandes beaucoup de soldats et d'officiers croyaient qu'ils avaient pour mission de défendre le socialisme ; dans l'armée française au contraire les officiers comprennent parfaitement qu'ils sont le dernier rempart de l'ordre capitaliste ; ils le défendent à l'étranger contre d'autres impérialistes et contre les peuples néocoloniaux, en Afrique ou en Afghanistan ; en cas de guerre civile dans leur propre pays ils tueront les ouvriers révoltés.

Pour en revenir à la RDA, le parti stalinien dirigeant, le SED, a eu un congrès début décembre 1989 ; ils ont viré toute l'ancienne direction et ont ajouté à leur nom « parti du socialisme démocratique ». Cela a renforcé les illusions parmi beaucoup de travailleurs procommunistes et militants de base du SED que le SED-PDS, comme il s'appelait désormais, était réformable. D'ailleurs il s'est aussi constitué fin décembre une « plate-forme communiste » à l'intérieur du SED-PDS. Mais ce parti n'était pas réformable ; la nouvelle direction s'orientait sur les sociaux-démocrates Karl Kautsky et Eduard Bernstein, pas sur Lénine, Trotsky et Luxemburg. Kautsky et Bernstein avaient combattu la Révolution russe et ils avaient fait dérailler la révolution allemande en 1918-1919. Consciemment nous n'avons pas appelé à construire un nouveau KPD, qui aux yeux des travailleurs est-allemands voulait dire reconstruire le parti stalinien sclérosé d'Ernst Thälmann, celui qui avait fait faillite face à la montée du nazisme. Il fallait construire ce que nous appelions un parti léniniste-égalitaire ; égalitaire voulait dire que nous étions contre les privilèges des bureaucrates du SED.

Pour l'internationalisme prolétarien révolutionnaire

Nous avons aussi publié dans *Arprekorr* des salutations aux travailleurs vietnamiens, polonais et cubains, dans leur propre langue. Nous appelions aux pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. C'était crucial quand on sait que ces travailleurs étaient des travailleurs sous contrat qui souvent vivaient dans des baraquements à part et ne touchaient pas l'intégralité de leur salaire, une partie étant versée directement au pays dont ils provenaient. Ces salutations en langue étrangère, avec bien sûr une traduction en allemand, étaient une manière de lutter concrètement pour l'internationalisme prolétarien : pour l'unité révolutionnaire des travailleurs en Allemagne, et pour étendre la révolution internationalement. D'ailleurs le régime de Castro a fait rapidement rapatrier la plus grande partie de ses ressortissants de peur d'une contamination révolutionnaire.

La question de la Pologne était particulièrement importante car comme je l'ai dit un régime contre-révolutionnaire venait d'être mis en place en Pologne et les staliniens est-allemands diffusaient le chauvinisme anti-polonais en présentant les travailleurs polonais comme des paresseux et c'est pourquoi leur économie avait fait faillite. Ces salutations ont été à l'origine de notre implantation en Pologne quand un groupe de jeunes staliniens dissidents en a pris connaissance, et notamment du fait que nous dénoncions le caractère contre-révolutionnaire de Solidarnosc.

Notre programme internationaliste révolutionnaire avait un impact à l'Ouest notamment parmi les travailleurs turcs et kurdes, qui forment une composante stratégique du prolétariat d'Allemagne. Ainsi un groupe turc et kurde de type maoïste, qu'on ne peut donc pas soupçonner de sympathies pour le trotskysme, nous a malgré tout prêté une partie de ses locaux qui nous ont servi de local public à Berlin-Ouest presque dès l'ouverture du mur : une réunification capitaliste serait de très mauvais augure pour les travailleurs immigrés en Allemagne, et aussi d'ailleurs pour les prolétaires en Turquie.

Et nous avons aussi publié des salutations en russe. Toute notre intervention était tournée vers l'Est, vers la jonction avec l'Union soviétique et une révolution politique qui s'étendrait jusqu'à Moscou. Le *Spartacist* que nous venions de publier sur le trotskysme, dont j'ai déjà parlé, était en partie bilingue : nous y publions en russe notamment une partie du programme de fondation de la Quatrième Internationale, le *Programme de transition* ; il s'agit de la partie consacrée à l'Union soviétique où Trotsky expose de façon succincte le programme de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS et pour la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne. Avec ces textes en russe nous cherchions à toucher les soldats et officiers soviétiques qui montaient la garde contre l'OTAN en RDA (500 000 personnes en comptant les familles) pour pousser la diffusion de notre programme révolutionnaire internationaliste jusque dans la patrie de la révolution d'Octobre. On nous laissait d'habitude entrer dans les casernes et nous étions très bien accueillis dans les chambrées. Plus tard, jusqu'en 1992, nous avons pu faire plusieurs présentations de notre programme dans des casernes soviétiques devant un parterre d'officiers et de soldats. C'était là l'un des buts de notre intervention en RDA : diffuser le trotskysme en direction de l'Union soviétique, car nous savions que c'est là que tout allait se jouer. Il y avait de profonds sentiments prosoviétiques en RDA : l'Armée rouge avait écrasé le régime nazi et elle représentait une

nécessité vitale pour défendre la RDA contre l'OTAN. Contrairement aux autres pays d'Europe de l'Est, un « communisme national » en RDA qui serait hostile à l'Union soviétique était une absurdité manifeste vu l'existence de l'Allemagne capitaliste voisine, à l'Ouest.

La manifestation de Treptow

Fin décembre des nazis ont profané le monument aux morts soviétiques tombés dans la lutte pour libérer l'Europe de la barbarie nazie. Ce monument se situe dans le parc de Treptow à Berlin-Est. Nous avons été à l'initiative d'une manifestation de front unique en protestation contre cette profanation. Au début le SED-PDS a refusé de se joindre à notre appel à la manifestation. Mais quand ils se sont rendu compte que les usines de Berlin-Est soutenaient notre appel, Lothar Bisky, l'un des dirigeants du SED-PDS, et aujourd'hui de Die Linke, nous a dit : « *Vous avez les ouvriers avec vous* », et le SED-PDS s'est senti forcé d'appeler, dans son quotidien et à la radio, à prendre part en masse à la manifestation.

Un quart de million de personnes a pris part à cette manifestation prosoviétique et prosocialiste qui représentait un pôle opposé aux manifestations nationalistes de décembre à Leipzig où le chancelier ouest-allemand Kohl s'était fait applaudir et où flottaient les drapeaux de l'impérialisme allemand. A Treptow, malgré une claqué stalinienne qui essayait de couvrir l'intervention de notre camarade Renate Dahlhaus, ce quart de million de personnes a pu entendre la voix des trotskystes contre les staliniens, la Ligue communiste internationale (LCI) contre le SED-PDS. C'était la première fois, depuis que Trotsky avait été banni d'Union soviétique et que l'Opposition de gauche avait été détruite par Staline, que les trotskystes pouvaient s'adresser à une audience de masse dans un Etat ouvrier déformé. Je voudrais citer l'intervention de notre camarade Renate car cela donne une idée concrète de la politique que nous avançons à l'époque :

« Une révolution politique a éclaté et se développe chez nous, et nous devons la défendre.

« L'absorption économique et l'incorporation politique par étapes – que cherche à accomplir l'impérialisme ouest-allemand avec l'aide du SPD – peut transformer cette révolution politique en contre-révolution sociale. Il ne faut pas que cela se produise ! Il faut se battre contre ça !

« Oui, stoppons les nazis avec un front unique ouvrier ! Mais nous devons penser plus loin. Notre économie souffre du gaspillage et de l'obsolescence. La dictature du SED a montré son incapacité à combattre cela. [...]

« Lénine disait que "la politique c'est de l'économie concentrée". La lutte pour le pouvoir, pour prendre ces décisions et pour diriger le pays, doit être entre les mains de conseils ouvriers, afin que des décisions rationnelles et satisfaisantes pour la majorité puissent être prises. [...]

« L'Union soviétique suivra sûrement la même voie, et ceci nous aiderait à résoudre conjointement des problèmes économiques et politiques, et à défendre nos Etats, nos Etats ouvriers qui sont actuellement transitoires, qui ont rompu avec le capitalisme mais qui ne sont pas encore socialistes. [...]

« Nous combattons pour forger un nouveau parti ouvrier – avec égalité des droits et des devoirs – dans l'esprit de Lénine, Liebknecht et Luxemburg. Stoppons les nazis par des actions de front unique ! Les soviets d'ouvriers et de soldats au pouvoir ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Ce que craignaient le SED-PDS et Gorbatchev, c'était le spectre d'une révolution politique prolétarienne. Et ce spectre était incarné par Treptow. Ce qu'ils redoutaient le plus, c'était que la classe ouvrière soit au pouvoir politique en RDA. En



Manifestation prosoviétique et prosocialiste de front unique dans le parc de Treptow à Berlin-Est, 3 janvier 1990 : notre camarade Renate Dahlhaus appelle à la construction de conseils ouvriers et dénonce le SPD, cheval de Troie de la contre-révolution capitaliste.

réaction à Treptow, et à la contre-offensive impérialiste qui a suivi, ils ont changé de vitesse et se sont prononcés ouvertement pour l'annexion de la RDA par l'Ouest capitaliste.

Il y a dix ans, lors des cérémonies d'anniversaire d'alors, Gorbatchev avait déclaré la chose suivante à la télévision allemande : « *Nous avons changé d'avis sur le processus de réunification de l'Allemagne sous l'impact des événements qui se sont déroulés en RDA. Une situation particulièrement critique s'est produite en janvier [1990]. Au fond, il s'est produit un effondrement des structures. Un danger a surgi, un danger de désorganisation, de déstabilisation importante. Cela a commencé le 3 janvier et cela a continué pratiquement chaque jour.* » Le 3 janvier, c'est la manifestation de Treptow. Dix ans plus tard Gorbatchev a répété pratiquement la même chose, cette fois-ci dans une interview au *Monde* parue le 6 novembre dernier : « *Une fois passées les fêtes de Noël et du Nouvel An, on voyait à travers toute l'Allemagne des manifestations de masse. Pour moi, c'était le signal qu'il était indispensable de changer de politique.* »

Nous avons écrit la chose suivante en faisant le bilan de notre intervention en RDA, lors de notre conférence internationale de 1992 :

« Mais comme l'a montré par la suite Treptow, nous étions dès le début en lutte avec le régime stalinien démissionnaire sur la question de l'avenir de la RDA. Alors que nous appelions à un gouvernement des conseils ouvriers, les staliniens travaillaient consciemment à empêcher une insurrection ouvrière, en démobilisant toutes les unités de l'armée qui avaient formé des conseils de soldats sous l'effet de notre propagande des mois précédents. Il y eut en fait un affrontement, marqué toutefois par la disproportion des forces, entre le programme de la révolution politique de la LCI et le programme stalinien de capitulation et de contre-révolution. »

Et c'est cela qui s'est exprimé dans la confrontation des programmes à la tribune de Treptow. En dépit de la disproportion des forces, Gorbatchev sentait la pression qui s'exerçait des masses et à laquelle nous pouvions donner une expression politique. De l'autre côté, il faisait face à une offensive impérialiste sans précédent, en janvier, pour une réunification capitaliste de l'Allemagne. Gorbatchev a précipité les choses pour couper l'herbe sous le pied de l'élan révolutionnaire à un moment où nous n'avions pas encore eu le temps de consolider de fortes organisations dans les usines.

Il faut ajouter un mot concernant le rôle des sociaux-démocrates du SPD. Le SPD avait été reconstitué à la fin de la Deuxième Guerre mondiale par la CIA pour contrer la possibilité d'une nouvelle révolution allemande. Le KPD a même été interdit en Allemagne de l'Ouest dans les années 1950. Evidemment le SPD n'est pas resté une simple créature de la CIA américaine, c'était un parti avec une base ouvrière, mais fondamentalement dévoué à l'ordre bourgeois allemand. Il l'avait prouvé en 1914 en soutenant la guerre du Kaiser, et en 1918-1919 en noyant dans le sang l'insurrection spartakiste. Et il a continué à servir son maître fidèlement avec une obsession anti-communiste particulière. C'est pourquoi, dans notre appel à la manifestation de Treptow, nous appelions le SPD « *le cheval de Troie de la contre-révolution* ». Vous pouvez vous douter que les staliniens ont détesté cette formulation ; quand le SPD a lancé une chasse aux sorcières contre Treptow en agitant notamment notre tract d'appel, les staliniens ont capitulé. Leur programme c'était de devenir une opposition loyale dans un Quatrième Reich réuni capitaliste ; ils ont maintenant atteint cette respectabilité avec Die Linke, le « parti de gauche » d'Oskar Lafontaine.

La contre-révolution en ascendance

Une fois que Moscou avait décidé de brader la RDA, ce qui a été formellement décidé fin janvier, cela a eu un effet dévastateur. Les ouvriers les plus conscients ont été terriblement démoralisés par ce coup de poignard. Le SED-PDS, en qui beaucoup avaient vu un rempart contre une annexion pure et simple de la RDA par l'impérialisme allemand, en venait maintenant à discuter les conditions de l'Anschluss (annexion en allemand, le mot est connu en français en référence à l'annexion de l'Autriche en 1938 par Hitler). De même, Lafontaine, à l'époque dirigeant du SPD à l'Ouest, était pour une réunification capitaliste, mais un peu plus lente et ordonnée.

En janvier 1990 l'Union soviétique annonça qu'elle n'allait vendre son pétrole et ses matières premières aux autres Etats ouvriers déformés qu'au prix et dans les monnaies du marché mondial. Cela achevait d'étrangler la RDA. Nous avons alors écrit : « *L'application de la perestroïka au COMECON [le "marché commun" du bloc soviétique] est le coup économique le plus important que Gorbatchev pouvait porter à la défense de la propriété collectivisée dans les pays d'Europe de l'Est aux abois, et par-dessus tout à l'Allemagne de l'Est* » (le *Bolchévik*, février 1990).

Kohl, Gorbatchev et les staliniens est-allemands ont arrangé des élections législatives anticipées au 18 mars, qui étaient en fait un plébiscite pour ou contre la réunification capitaliste. Nous avons alors axé notre propagande davantage sur la nécessité de résister à cette campagne concertée pour pousser les travailleurs dans les bras de la contre-révolution. Le mot d'ordre que nous répétions sans cesse, c'était « *Non à la réunification capitaliste !* » Aux élections nous avons lutté pour présenter des candidats partout où nous pouvions. Nous disions que là où nous n'en avions pas nous appellerions à voter pour des candidats qui prendraient clairement position contre la réunification capitaliste ; en fait il n'y a eu personne pour le faire : ni le KPD, ni la Gauche unie, ni évidemment le PDS. Nous avons obtenu quelques milliers de voix, et les

chrétiens-démocrates de Kohl ont raflé la mise. Le 1^{er} juillet c'était la réunification monétaire de l'Allemagne, et trois mois plus tard l'Anschluss était consommé. Encore en décembre nous nous sommes présentés aux législatives pour une résistance ouvrière contre le Quatrième Reich. Mais la défaite avait sonné les travailleurs, et en un an toute l'industrie est-allemande a été dévastée et dépecée par les trusts capitalistes allemands.

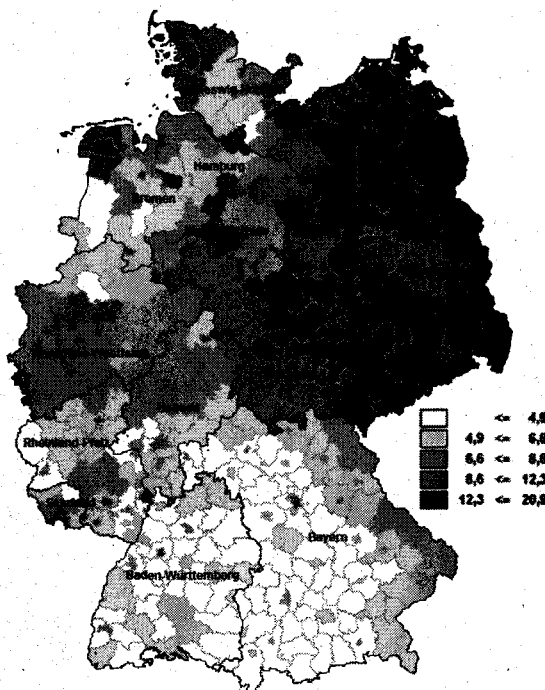
En août 1991 Eltsine prenait le pouvoir à Moscou pour, dans l'année qui a suivi, restaurer le capitalisme en Russie. Là encore, nous étions les seuls à notre poste à lutter pour balayer les barricades d'Eltsine ; nous avons diffusé 100 000 tracts en russe afin de mobiliser les travailleurs pour « repousser la contre-révolution de Bush-Eltsine ». La LCR d'Alain Krivine (Besancenot était déjà membre) a pris ouvertement position *pour* Eltsine au nom de la « démocratie » ; dans son autobiographie *Ca te passera avec l'âge*, Krivine, dirigeant historique de la LCR, déclare : « Sa fin [de l'URSS] ne pouvait que nous réjouir. Et, sans la moindre hésitation, nous nous sommes effectivement réjouis. »

La contre-révolution en URSS a bouleversé le monde. Elle a ramené en arrière l'humanité à tous les niveaux. Fondamentalement cette régression s'est exprimée au niveau matériel avec une destruction inouïe des forces productives dans tout le bloc de l'Est comme on n'en avait jamais vu dans l'histoire, à part en cas de guerre. L'espérance de vie en Russie a été ramenée pratiquement au niveau de ce qu'elle était sous le tsarisme. Les Balkans ont sombré dans de sanglantes guerres civiles et sont maintenant occupés par des troupes impérialistes dont des milliers de soldats français. Pour fuir le chômage qui continue à ravager l'Allemagne de l'Est, l'émigration se poursuit encore aujourd'hui vers l'Ouest pour chercher un emploi à bas salaire, comme l'ont fait environ 1,8 million d'Allemands de l'Est depuis 1990 (soit plus de 10 % de la population d'avant la chute du mur) ; la population continue de diminuer en Allemagne de l'Est.

Mais dans les pays vainqueurs de la guerre froide il y a aussi une régression à tous les niveaux. Chacun peut voir que pour ses enfants tout s'annonce plus difficile que pour soi-même. Même avant que la dernière grande crise économique n'éclate il y a un an la précarité avait explosé, les retraites, la sécurité sociale avaient déjà été gravement remis en cause. Et cette régression matérielle s'est exprimée par un affaiblissement idéologique encore pire. Les ouvriers avancés ne croient plus que le socialisme soit une alternative réaliste au capitalisme. Les organisations ouvrières qui ont trahi, des partis communistes à un groupe comme Lutte ouvrière, sont mal en point. Nos opposants continuent d'évoluer vers la droite. L'organisation de Besancenot a ouvertement renoncé au trotskysme, au communisme et à la révolution.

Lutte ouvrière : prétentions communistes, pratiques anticommunistes

Seule Lutte ouvrière prétend encore à l'occasion se maintenir sur les traditions de Lénine mais eux aussi rapprochent de plus en plus leur pratique et même leur discours de ce qu'était le mouvement ouvrier français d'avant la Première Guerre mondiale. Ils participent maintenant directement à la gestion du capitalisme dans les municipalités dites « de gauche » (c'est-à-dire avec un maire PCF, PS ou chevéènementiste comme à Belfort) ; nous avons montré dans notre article sur les postes exécutifs dans le nouveau *Spartacist* que c'est contraire à la ligne de Lénine. De plus en plus LO se prend pour les guesdistes d'aujourd'hui, sauf que première-



La carte du chômage en Allemagne aujourd'hui montre la dévastation qu'a subie l'ex-RDA où, vingt ans après la contre-révolution, les taux de chômage sont les plus élevés du pays. LO reconnaît qu'en RDA le chômage était rare, ce qui ne l'avait pas empêchée d'être pour la réunification de l'Allemagne, « même si cette réunification se fait entièrement sous l'égide du capitalisme ». Autant pour leur lutte pour l'« interdiction des licenciements ». (Carte BfA)

ment les guesdistes avaient été incapables d'affronter victorieusement le ministérialisme bourgeois d'un Jaurès, et que deuxièmement là où Guesde et Lafargue péchaient par ignorance et manque d'expérience historique, nous avons derrière nous les leçons de la Révolution russe. En ce sens LO contribue elle-même, à sa propre échelle, à éradiquer ces leçons.

En 1989 on a pu voir comment leur « théorie » que la RDA était un Etat bourgeois a pris tout son sens contre-révolutionnaire : ils ont eu quelques semaines après la chute du mur de Berlin une conférence nationale où ils ont approuvé une position qu'ils n'avaient aucune raison de s'opposer à la réunification de l'Allemagne « même si cette réunification se fait entièrement sous l'égide du capitalisme ».

Et rétrospectivement ils continuent à s'acharner sur la mémoire des acquis qui étaient directement issus de l'extension du pouvoir soviétique après la Deuxième Guerre mondiale. *Lutte Ouvrière* consacre plus d'une page de son dernier numéro (6 novembre) à la chute du mur. Ils reproduisent tous les poncifs de la guerre froide, je cite : « ce Mur qui séparait Berlin en deux par 43 kilomètres de pierres, parpaings, barbelés, miradors, surveillé par des milliers de gardes-frontières, tirant sur quiconque tentait de le franchir, était l'odieuse concrétisation des 1 400 kilomètres de frontière entre la RFA et la RDA. [...] La vie en RDA, même si le chômage et les sans-abri y étaient rares, se déroulait dans la grisaille et la hantise permanente d'une dénonciation et d'une arrestation par l'omniprésente Stasi. » Donc LO doit se réjouir de la fin de ce soi-disant cauchemar totalitaire.

Nous disions dans le dernier numéro du *Bolchévik* que l'appareil de sécurité de la RDA était grotesquement surdimensionné du fait de la peur qu'entretenait la bureaucratie vis-à-vis de la classe ouvrière. Mais il fallait lutter contre

l'espionnage impérialiste et la subversion contre-révolutionnaire. Le mur de Berlin était une mesure bureaucratique de défense face à la politique systématique de l'impérialisme de saigner l'économie collectivisée. C'est pourquoi nous avons défendu le mur contre l'impérialisme. LO au contraire a un article sous le titre « Combien reste-t-il de murs à abattre ? » où ils comparent le mur de Berlin avec celui que les Etats-Unis ont construit à leur frontière mexicaine, ou le mur d'apartheid qui enferme les Palestiniens, ou le mur de Ceuta et Melilla, des enclaves coloniales espagnoles au Maroc. LO confond ainsi délibérément « *La protection des pays riches contre les immigrants venus du reste de la planète* », comme ils le disent, avec la protection d'un Etat ouvrier en situation d'infériorité économique face à l'impérialisme.

LO dit que « *le chômage et les sans-abris y étaient rares* » (en RDA), mais pour eux apparemment cela n'est pas important au point qu'ils aient cherché à défendre ces acquis. Lors du dernier Cercle Léon Trotsky le mois dernier nous avons fait une intervention où nous avons notamment critiqué comme du réformisme utopique leur revendication d'interdiction des licenciements sous le capitalisme ; en réponse ils ont juré qu'en fait c'est incompatible avec le capitalisme et que c'est donc un mot d'ordre qui (soi-disant) figure dans le *Programme de transition* trotskyste. Sauf que pour eux dans la RDA « bourgeoise » il n'y avait pas de chômage. Comprenez qui pourra.

Défense de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution ! Pour la révolution politique !

Pour conclure, quelles sont les leçons de tout cela pour aujourd'hui ? Au niveau le plus immédiat il y a les leçons à tirer concernant les Etats ouvriers qui demeurent : Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord et, surtout, la Chine. Les bureaucrates staliniens de ces pays ont essayé de leur côté de tirer des leçons de la contre-révolution dans le bloc soviétique. Ils ne vont pas procéder à la glasnost, cette espèce de libéralisation politique qui avait accéléré la fragmentation de la bureaucratie stalinienne soviétique et jeté les bases pour le développement de forces ouvertement contre-révolutionnaires autour de Boris Eltsine.

Pourtant les contradictions qui s'accumulent dans ces pays, notamment en Chine, vont tôt ou tard conduire à l'éclatement du règne bureaucratique. Les mesures de marché dans ce pays ont alimenté des forces capitalistes plus importantes qu'elles ne l'avaient jamais été sous Gorbatchev en Union soviétique. Elles ont aussi contribué à la création de la classe ouvrière la plus nombreuse du monde. Nous ne pouvons pas savoir quand il y aura une explosion ; la question est de savoir comment s'y préparer et quel programme avancer pour cela. Nous avons régulièrement des articles sur la Chine dans le *Bolchévik*, ainsi que dans le nouveau numéro de *Spartacist*. Cette présentation est déjà trop longue pour que j'y revienne. Notre programme de défense militaire inconditionnelle de la Chine, et de révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne, est en droite ligne de ce pour quoi nous avons lutté il y a 20 ans en RDA et en Union soviétique. Et, il faut le dire, ce que racontent nos opposants est, à l'opposé, en droite ligne de la position contre-révolutionnaire qu'ils avaient alors avancée sur la RDA et l'URSS.

Je parlerai ici seulement du NPA. J'ai déjà mentionné leurs articles parus dans leur mensuel *Tout est à nous*. Il y a aussi le bimensuel *Inprecor*, le journal en français du soi-disant « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale », dont

font encore partie à titre individuel certains cadres du NPA. Dans leur numéro de juillet-août ils offrent rien moins que 15 pages de leurs colonnes à un militant anticommuniste de Hongkong, un certain Au Loong-yu. Il considère la Chine comme capitaliste et il polémique contre la « nouvelle gauche » chinoise en attaquant son nationalisme mais aussi son « étatisme », et il proclame : « *La Démocratie [avec majuscule] est la seule issue* ». Il soutient les parties de la « Charte 08 » qui réclament des droits civiques fondamentaux en Chine. Je vous renvoie au numéro de juin dernier du *Bolchévik* concernant cette « Charte 08 » ; il y a une photo de deux des principaux partisans de cette charte en train de discuter avec George W. Bush. Les « droits de l'homme », en 1789, c'était l'étendard de la révolution bourgeoise ; aujourd'hui c'est celui de la contre-révolution bourgeoise. C'est fondamentalement le droit des capitalistes d'exploiter les ouvriers. Au Loong-yu appelle cela « *les droits individuels, le pluralisme des partis politiques, la démocratie politique et économique et enfin l'internationalisme comme ses valeurs centrales* ». Pas étonnant que Krivine et compagnie lui ouvrent leurs colonnes.

On voit bien que les Krivine-Besancenot n'ont rien appris et rien oublié de la contre-révolution capitaliste ; contre-révolutionnaires un jour, ils le resteront toujours. Le parti de la révolution socialiste internationale se construira dans une lutte intransigeante contre ces charlatans contre-révolutionnaires. La voie ne sera pas facile. Nos opposants portent une lourde responsabilité dans la régression idéologique qui affecte le prolétariat international. Mais je voudrais ici citer notre déclaration de principes internationale :

« Certes le climat idéologique de la "mort du communisme" affecte la conscience du prolétariat, mais dans beaucoup de pays du monde, des combats de classe acharnés constituent une base objective pour la régénération du marxisme en tant que théorie du socialisme scientifique et de la révolution prolétarienne. Ce n'est pas le communisme, mais sa parodie, le stalinisme, qui s'est montré sans issue. [...]

« L'affirmation de Trotsky, dans le *Programme de transition* de 1938, selon laquelle "la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat" est antérieure à la profonde régression actuelle de la conscience prolétarienne. La réalité de cette période post-soviétique ajoute une dimension nouvelle à l'observation de Trotsky. Le seul moyen de surmonter cette régression et de permettre à la classe ouvrière de devenir une classe *pour* soi, c'est-à-dire qui combat pour la révolution socialiste, c'est de reforcer un parti léniniste-trotskyiste international comme direction de la classe ouvrière. Le marxisme doit regagner l'adhésion du prolétariat. »

Et c'est cela notre raison d'être. J'ai essayé de montrer aujourd'hui au travers de l'exemple crucial des événements d'il y a 20 ans en RDA et dans le bloc soviétique que notre banderole est sans tache. Quand nous disons que nous sommes le parti de la Révolution russe, c'est cela que nous voulons dire : nous avons maintenu la continuité du programme bolchévique de Lénine en cherchant à l'appliquer dans la lutte des classes. Notre but c'est de reforcer la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. ■

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

Ordre moral...

Suite de la page 2

si quelqu'un force quelqu'un d'autre à faire quelque chose avec son corps qu'il ne veut pas faire.

Nous nous opposons à l'intervention de l'Etat dans la vie privée des individus. Nos idées concernant les relations sexuelles correspondent aux positions et à la législation du jeune Etat ouvrier soviétique issu de la Révolution d'octobre 1917 en Russie. Grigori Batkis, directeur de l'Institut moscovite d'hygiène sociale, écrivait en 1923 :

« La loi soviétique se base sur le principe suivant : *elle déclare la non-interférence absolue de l'Etat et de la société dans les affaires sexuelles tant que nul n'est blessé et que les intérêts de personne ne sont empiétés* [...]. Concernant l'homosexualité, la sodomie et toute autre forme de gratification sexuelle qui sont considérées comme une offense contre la moralité publique dans la législation européenne – la législation soviétique les traite exactement de la même façon que les rapports "naturels". Toute forme de rapport sexuel est une affaire d'ordre privé » [souligné dans l'original].

– *la Révolution sexuelle en Russie*, 1923, cité dans *The Early Homosexual Rights Movement 1864-1935*

Pour la dépénalisation de la prostitution

La règle du « consentement effectif » s'applique tout autant à la prostitution. Les nouveaux croisés anti-sexe font l'amalgame entre l'homosexualité ou la pédophilie et d'horribles crimes contre des enfants, et de même ils font un amalgame entre des actes consensuels entre prostitué et client (l'échange de plaisir sexuel contre de l'argent) et de vrais crimes commis contre les prostitués, comme l'esclavage pour dettes, l'agression sexuelle, la prostitution forcée ou le viol.

Des dirigeantes du PCF (dont Marie-George Buffet), ainsi que Martine Billard du Parti de gauche ou des vedettes féministes petites-bourgeoises comme Maya Surduts ont diffusé le 15 octobre une tribune commune dans *l'Humanité*, sous le titre « Si l'on revenait au fond à propos de "l'affaire Polanski" », où elles accusent ceux qui défendent Polanski et Mitterrand de pratiquer « une banalisation criminelle » de la violence contre les femmes ; elles déclarent : « *On ne peut pas parler de liberté sexuelle sans condamner le viol et la prostitution.* » Quand on fait des déclarations pareilles on appelle à renforcer la législation, qui inévitablement est

répressive contre les personnes prostituées et leurs clients. Nous sommes pour la dépénalisation de la prostitution, que nous considérons comme un « crime sans victime », de même que la consommation de drogues, le jeu, la pornographie, les activités homosexuelles ou avec des mineurs – toutes activités qui sont généralement illégales ou sévèrement réglementées selon la loi capitaliste.

La condition des prostitués, hommes et femmes, est très variable selon l'époque, l'endroit ou les classes sociales, mais nous ne nions pas que le plus souvent travailler comme prostitué est dangereux et dégradant et relève de l'exploitation. Néanmoins, la pénalisation de la prostitution pousse en règle générale les prostitués dans la marginalité ; il leur devient alors plus difficile d'avoir accès aux services sociaux et médicaux les plus élémentaires, ce qui fait d'eux encore davantage la proie du crime organisé et de la violence des maquereaux. Tel a été le résultat de la « Loi de sécurité intérieure » de Sarkozy, adoptée en 2003, créant un nouveau délit de « *racolage passif* » passible d'une peine de deux mois de prison et d'une lourde amende, tout cela au nom de la lutte « *contre la traite des êtres humains* ». L'association « Droits et prostitution » fait une description saisissante de l'effet qu'a eu la loi sur la vie des prostitués :

« L'incrimination du racolage public, passif comme actif, avait pour but affiché de lutter contre la traite des êtres humains. En pratique, alors que les arrestations des personnes prostituées se sont multipliées, aucune condamnation pour traite n'est intervenue. [...]

« En effet, nous subissons davantage d'actes de violence qu'auparavant, en particulier de la part des agents de police. [...] Une stratégie de harcèlement est parfois même adoptée de façon à nous repousser chaque jour davantage dans la clandestinité. D'autre part, certains agents de police nous insultent, nous frappent, nous gazent, nous rackettent, confisquent nos matériels de prévention, notre argent et nos affaires personnelles. Nous sommes humiliées dans les commissariats, mises à nu avec fouilles au corps sans que celles-ci ne soient justifiées. Certaines d'entre nous, travesties ou transgenres, sont placées dans les cellules des hommes, avec le risque de subir des agressions physiques de la part des autres détenus. »

– Lettre aux députés et sénateurs, 15 octobre 2007

Aussi, toute intervention de l'Etat capitaliste soi-disant pour « protéger » les prostitués ne fait qu'aggraver la misère de tous ceux qui sont concernés ; cela inclut notamment l'expulsion de femmes immigrées « sauvées » par la police lors de rafles soi-disant contre la traite d'êtres humains. La LTF exige les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Aucune expulsion ! L'Etat n'est pas un arbitre neutre ; c'est un instrument pour réprimer les exploités et les opprimés. L'organisation social-démocrate dont est issu le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot, l'ex-Ligue communiste révolutionnaire, a fait pendant des années une grande campagne pour une « *loi-cadre contre les violences faites aux femmes* » dont l'effet était en réalité d'accroître les illusions dans l'Etat capitaliste et de paver la voie aux lois répressives de Sarkozy et Cie. Comme nous l'écrivions dans notre article « Campagne aux USA contre les immigrés, les femmes, la sexualité – Les USA et l'ONU partent en croisade contre la "traite des femmes" » :

« La croisade contre l'"esclavage sexuel" est quelque chose de cynique et dangereux, parce qu'elle légitime la persécution des immigrés par le gouvernement, et qu'en même temps elle en appelle à l'autorité de l'Etat pour intervenir comme arbitre moral dans nos affaires les plus intimes. Cela renforce la chasse aux sorcières contre la sexualité dans son ensemble et détourne

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus Spartacist
 Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
 Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L
 LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
 Ontario M5W 1X6, Canada

A bas les lois contre le « détournement de mineur » ! Gouvernement, hors des chambres à coucher ! Libération de Helen Goddard !

Nous publions ci-dessous une lettre au tribunal de Southwark, à Londres, envoyée par le Partisan Defence Committee, une organisation de défense légale et sociale associée à la Spartacist League Britain (SL/B), notre section sœur en Grande-Bretagne. Cette lettre a été publiée dans le n° 208 (automne 2009) de Workers Hammer, le journal de la SL/B. Helen Goddard a depuis été condamnée à 15 mois de prison. On lui a également interdit de travailler avec des enfants, et elle a été inscrite au fichier des délinquants sexuels pour dix ans. Nous exigeons sa libération immédiate.

WORKERS HAMMER

Le Partisan Defence Committee exige l'abandon immédiat de toutes les poursuites contre Helen Goddard. Professeur de musique, surnommée « Madame Jazz » par ses élèves, Helen Goddard est âgée de 26 ans. Elle est la victime d'une chasse aux sorcières anti-sexe de la part du gouvernement, et sera jugée le 21 septembre par le tribunal de la Couronne de Southwark. Son « crime », puni par la loi de 2003 sur les délits sexuels, est d'avoir eu des relations sexuelles avec une de ses élèves, âgée de 15 ans. D'après l'édition internet du *Telegraph*, Helen Goddard a reconnu avoir eu à six reprises des relations sexuelles avec la jeune femme, qui n'a pas l'âge légal de la « majorité sexuelle ». Helen Goddard risque maintenant jusqu'à **14 ans de prison**, et il lui a été ordonné de s'inscrire au fichier des délinquants sexuels.

Helen Goddard et son élève à la City of London School for Girls avaient une relation charnelle et intense; c'est une chose tout à fait naturelle, qui ne devrait regarder ni l'école ni l'Etat. **Personne**, pas même les parents de la jeune fille, n'a suggéré que cette relation sexuelle n'était pas mutuelle-



Facundo Arrizabalaga/Newscom

ment consentie. Helen Goddard avait devant elle une carrière prometteuse de musicienne et d'enseignante, qui est maintenant brisée. Elle a été jetée en pâture aux médias et l'intimité de sa vie personnelle a été violée, ainsi que celle de sa partenaire.

La chasse aux sorcières puritaine contre les délinquants sexuels menée par les gouvernements travaillistes de Blair et Brown représente une version moderne des croisades intégristes chrétiennes contre « le péché ». Les adultes qui ont des relations intergénérationnelles, notamment des enseignants avec des élèves, sont traités comme s'ils étaient en réalité des violeurs d'enfants et des meurtriers. Le fichier des délinquants sexuels est le grand registre de cette chasse aux sorcières ; il contient des milliers de noms de personnes totalement innocentes –

par exemple des gens qui ont été réprimandés simplement pour possession de photos « cochonnes » –, qui se retrouvent maintenant sur liste noire et seront traités comme des parias, ou pire encore, pendant toute leur vie.

L'immixtion de l'Etat a pour but d'enrégimenter la société, afin qu'elle se conforme à la « norme » sexuelle fictive d'un homme sur une femme pour la vie, une norme qui dénie la complexité et la diversité inhérentes à la sexualité humaine. La répression ne changera rien au fait que des enfants et des adolescents sont sexuellement attirés par d'autres enfants et par des adultes, y compris leurs enseignants. Les lois sur le détournement de mineur représentent une violation de la vie privée, car elles donnent à l'Etat capitaliste le droit de décider à quel âge les jeunes peuvent avoir des relations sexuelles. Le principe directeur dans ces questions doit être celui du consentement mutuel effectif.

Nous protestons contre cette violation scandaleuse des droits de Helen Goddard par l'Etat, et nous exigeons **la levée immédiate des inculpations !** ■

l'attention de la violence réelle, perpétrée chaque jour contre les femmes et les enfants sous ce système de classe. [...]

« L'émancipation des prostituées est inséparable de l'émancipation des femmes en général et la prostitution disparaîtra seulement quand l'institution de la famille sera remplacée. Pour la libération des femmes par la révolution socialiste ! »

– Spartacist édition française n° 36, été 2004

La famille, source de l'oppression des femmes et des homosexuels

Friedrich Engels a retracé dans son ouvrage marxiste classique *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884) l'origine de l'institution de la famille et de l'Etat : elle est apparue avec la division de la société en classes. Le développement de la technique (l'agriculture, la métallurgie, la domestication des animaux et autres avancées révolutionnaires) a permis la création d'un surplus allant au-

delà de ce qui était nécessaire à la simple survie (comme dans les sociétés basées sur la chasse et la cueillette) ; ce surplus a permis l'apparition d'une classe dirigeante oisive. L'Etat est apparu pour assurer la domination de cette classe dirigeante par la force. Le rôle central de la famille découlait du fait qu'elle assurait l'héritage de la propriété selon une lignée masculine, ce qui exigeait la monogamie sexuelle des femmes et la subordination sociale de celles-ci. Encore aujourd'hui en France une femme désirant se remarier dans les neuf mois suivant son divorce est obligée par la loi de se soumettre à un examen médical pour prouver qu'elle n'est pas enceinte, c'est-à-dire que la paternité de son enfant ne peut pas être contestée. L'institution de la famille est donc intrinsèquement répressive sexuellement. Engels décrit la victoire de la propriété privée sur la propriété commune primitive comme « *la grande défaite historique du sexe féminin* ».

L'institution de la religion et celle de la famille sont



A. Pizzoli/AFP

10 octobre : le pape Ratzinger reçoit la famille du Premier ministre Fillon, venu évoquer les « efforts de la France pour moraliser le capitalisme ». Le voile symbolise l'oppression des femmes.

indispensables pour inculquer à la classe ouvrière la superstition, la docilité, la soumission et le respect pour l'autorité et l'ordre établi qui sont indispensables à l'exploitation capitaliste. Sans la religion et la famille les travailleurs risquent davantage de faire des problèmes. C'est pour cette raison que la bourgeoisie s'est mise à promouvoir publiquement les idéaux de la religion et de la famille, qu'elle y croie elle-même ou pas.

L'institution de la famille, source principale de l'oppression des femmes et des enfants, agit comme une force conservatrice et enchaîne les femmes aux travaux domestiques. Elle isole les femmes de la société ou les confine à des emplois à temps partiel mal payés pour qu'elles puissent s'occuper des enfants le reste du temps. Pour en finir avec l'institution de la famille, il faut remplacer le rôle que joue la famille en tant qu'unité économique : il s'agit de socialiser les tâches domestiques et celles liées aux enfants. C'est la clé pour libérer les femmes en leur permettant de jouer pleinement un rôle égal dans la production économique et dans la vie sociale et politique ; cela fait partie de la lutte pour construire une société socialiste égalitaire. **Pour des crèches gratuites et de qualité, ouvertes 24 heures sur 24 !** Pour transférer les tâches ménagères dans la sphère publique, la dictature du prolétariat est en fait nécessaire ; elle expropriera la propriété privée des moyens de production et elle mettra en place une économie socialiste planifiée. Ce n'est qu'ainsi, et notamment avec l'extension internationale de la révolution, que l'on pourra commencer à fournir les ressources nécessaires pour changer la condition matérielle des femmes. **Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !**

La bourgeoisie cherche au contraire à imposer la famille comme unité de base de la société et c'est pourquoi les formes de sexualité qui ne sont pas conformes aux buts de la famille et de la procréation, comme l'homosexualité, la sexualité pour le pur plaisir ou pour d'autres raisons, sont déclarées « déviantes » et « immorales ». D'ailleurs c'est l'institution de la famille qui introduit l'argent dans les relations sexuelles, que ce soit la location à l'heure d'une prostituée, l'entretien d'une maîtresse ou le défraiement (ou l'achat) d'une épouse. Au bout du compte, la seule chose qui distingue l'épouse de la prostituée ce sont les codes religieux de la moralité et la loi capitaliste.

Les campagnes pour la moralité bourgeoise ont aussi pour but de renforcer le pouvoir répressif de l'Etat. La bourgeoisie désigne comme boucs émissaires les « pédophiles » et les « terroristes islamistes » qui soi-disant rôdent dans les quartiers, prêts à frapper (et plus récemment la fiction de l'« ultra-gauche » comme dans l'affaire de Tarnac), comme si c'était eux la menace principale à la sécurité des personnes dans cette société. Dans le monde réel, c'est le système capitaliste qui pressure les travailleurs quand augmentent les profits, et qui les jette au chômage, la misère et la lutte pour la survie quand les profits diminuent.

Pour l'avortement libre et gratuit sur simple demande !

Les restrictions à l'avortement servent aussi à renforcer l'institution de la famille car l'avortement, dans la mesure où il permet aux femmes de contrôler leur propre fécondité, pose la question de l'égalité des femmes. L'avortement devrait être une procédure médicale simple et sûre. Nous exigeons que l'avortement et la contraception soient accessibles à toutes dans le cadre d'un système de santé universel gratuit et de qualité !

Au début de l'année 2009 le gouvernement a annoncé qu'il avait l'intention de couper tous les financements de l'Etat pour les centres de planning familial en 2010, ce qui aurait conduit à leur fermeture. Suite aux protestations la décision a été suspendue, mais les financements ne sont prévus que jusqu'en 2011. Tout aussi menaçantes sont les nombreuses fermetures de cliniques où est pratiqué l'avortement. Il est difficile d'obtenir des chiffres, mais c'est un fait que 50 services de ce type ont été fermés entre 1999 et 2005 en région parisienne (où sont effectués le quart des avortements pratiqués dans l'ensemble du pays), dont 14 à Paris même. Rien que cette année trois nouveaux centres d'avortement ont été fermés dans des hôpitaux publics et deux autres sont menacés. Il devient de plus en plus difficile d'obtenir un avortement dans un hôpital public en région parisienne, ce qui implique une discrimination accrue visant les femmes pauvres et immigrées ainsi que les mineures qui sont souvent refusées alors qu'elles sont dans l'incapacité de payer les frais plus importants des cliniques privées.

Le temps d'attente pour un avortement (qui déjà est restreint légalement aux douze premières semaines de grossesse) est en train d'augmenter en conséquence de ces fermetures ; il est en moyenne de trois semaines, et de quatre pendant l'été. Du coup beaucoup de femmes n'ont d'autre « choix » que



Photothèque Rouge/Quentin G.

Manifestation à Paris contre la fermeture du centre d'IVG de l'hôpital Tenon. Ces fermetures mettent en cause le droit à l'avortement notamment des femmes travailleuses.

d'essayer d'aller à l'étranger pour obtenir un avortement, ou alors d'avoir recours à des avortements clandestins. La bourgeoisie justifie en partie la fermeture de toutes ces cliniques en disant que les avortements ne sont pas suffisamment rentables pour un service de santé en cours de privatisation. C'est certainement un aspect de la question du point de vue de la bourgeoisie mais, plus généralement, c'est une attaque idéologique réactionnaire contre un acquis social significatif, notamment pour les femmes, qui avait résulté des luttes ouvrières de Mai 68 et des années qui ont suivi. Cette attaque prépare de nouvelles remises en cause des droits des femmes et des travailleurs.



Franck Prevel / Reuters

Décembre 2005 : les victimes du procès d'Outreau finalement acquittées (sauf François Mourmand, suicidé en prison). La chasse aux sorcières anti-« pédophiles » détruit des vies.

L'Etat et les chasses aux sorcières contre les « pédophiles »

Les restrictions au droit à l'avortement et les nouvelles lois qui sont ajoutées à l'arsenal répressif de l'Etat au nom de la lutte contre la « délinquance sexuelle » ou « contre les violences faites aux femmes » sont des attaques plus larges contre les droits de toute la population ; le mouvement ouvrier doit les combattre en tant que telles. La soi-disant menace mortelle que les « pédophiles » représenteraient pour les enfants est un thème central de croisades d'ordre moral depuis des dizaines d'années. La chasse aux sorcières et le procès à grand spectacle d'Outreau avaient été mis en branle par le gouvernement Jospin en 1997, sous les instructions de la ministre de la Famille d'alors, Ségolène Royal. Elle avait donné l'instruction à tous les enseignants, infirmières d'école, etc., de faire un rapport écrit au Procureur de la République sur toutes les allégations d'attouchements sexuels, aussi incohérentes et absurdes soient-elles.

En ce qui concerne maltraiter les enfants d'une façon obscène, c'est du côté du système capitaliste et de ses gouvernements qu'il faut regarder. Comme enfermer des bébés et des enfants dans des centres de rétention pour immigrés ou les déporter vers des zones de guerre comme l'Afghanistan où ils risquent de se faire massacrer sous les bombes impérialistes. Ou plus simplement il y a le fait qu'aujourd'hui près d'un enfant sur cinq (18 %) vit sous le seuil officiel de pauvreté, un taux qui est proche de 50 % parmi les jeunes des cités-ghettos (voir *l'Humanité*, 2 décembre). La pauvreté sous le capitalisme conduit inévitablement un certain nombre de jeunes à se prostituer, que ce soit pour financer leurs études ou simplement pour survivre, en France et dans le tiers-monde. Les hypocrites bourgeois qui prêchent contre le « tourisme sexuel » de Mitterrand ne se préoccupent de sauver que la moralité, pas ces jeunes condamnés à une vie de misère : pour cela, pour leur donner un avenir, il faudrait lutter pour renverser le système capitaliste lui-même.

L'affaire d'Outreau a brisé la vie de ceux qui avaient été faussement accusés de faire partie de ce « réseau pédophile » fictif ; l'un de ces accusés, François Mourmand, père de sept enfants, s'était suicidé en prison. L'affaire était devenue un scandale précisément parce qu'il était devenu manifeste pour des millions de personnes que n'importe qui pouvait du jour au lendemain se retrouver dans une même situation, sans avoir la possibilité de se défendre contre des accusations de crimes sexuels avec lesquels il n'avait rien à voir.

A la suite d'Outreau, le PS, le PCF et les partis bourgeois ont fait bloc, soutenant la commission d'enquête parlementaire sur Outreau. Cette commission avait pour but de sauver la crédibilité entachée de la justice capitaliste républicaine en

présentant Outreau comme une aberration. Mais Outreau n'était aucunement une aberration ; ce scandale montrait dans toute sa nudité l'horreur de la « justice » capitaliste ; d'ailleurs l'alarmisme et les campagnes réactionnaires anti-sexe ont même plutôt pris de l'ampleur depuis. En octobre dernier Sarkozy a déclaré qu'il soutenait la « castration chimique » pour combattre les « pédophiles » et les violeurs : « Un criminel sexuel ne devra sortir de prison qu'après exécution de sa peine, c'est bien le moins, et après s'être engagé à suivre un traitement chimique qui contiendra sa libido » (*le Figaro*, 16 octobre). Cette nouvelle mesure barbare, qui renverrait aussi en prison des personnes ayant purgé leur peine si elles refusent de continuer à prendre des médicaments, est actuellement en débat au parlement. Mais même ceci n'était pas assez au début pour la ministre de la « Justice » Michèle Alliot-Marie, qui a également demandé un débat sur la castration physique. Et pourquoi pas la « castration de la tête », ont surenchéri les fascistes du Front national – c'est-à-dire le rétablissement de la guillotine. Alliot-Marie a pour le moment reculé : exposer un goût sadique pour la mutilation faisait un peu tache quand l'impérialisme français cherche à empaqueter ses expéditions militaires néocoloniales avec du blabla sur les « droits de l'homme ».

Le Monde du 22 octobre (l'article est intitulé « L'art rattrapé par la peur de la pédophilie ») a fait remarquer à propos des attaques contre Polanski et Mitterrand qu'elles avaient « échauffé les esprits ». L'article mentionne aussi les procédures judiciaires en cours visant trois responsables de l'exposition « *Présumés innocents* » qui s'était tenue il y a neuf ans à Bordeaux. Ils sont traînés devant les tribunaux pour « diffusion de l'image d'un mineur présentant un caractère pornographique » et pour « diffusion de messages violents, pornographiques ou contraires à la dignité humaine susceptibles d'être vus par un mineur » (*le Monde*, 25 juin). L'exposition montrait 200 œuvres d'art – des photos, des peintures, des dessins, etc. – de 70 artistes de renommée internationale ; elle avait attiré 30 000 visiteurs en quatre mois et avait été mise au nombre des expositions les plus remarquables de l'année 2000 par la Commission française du millénaire. Mais Alain Juppé, maire de Bordeaux et ancien Premier ministre, avait déclaré à l'époque de l'exposition en 2000 que certaines images le choquaient, notamment celle d'un dessin représentant une « jeune fille nue avec un crâne entre les cuisses ». Dernièrement, les responsables de la Foire internationale d'art contemporain à Paris ont décidé cette année de poster des vigiles devant certains stands pour en

interdire l'accès aux mineurs, suite à une descente de police lors de la foire de l'année dernière et la saisie de photos présumées zoophiles de l'artiste russe Oleg Kulik ! Nous sommes pour la liberté d'expression dans les expositions artistiques tout comme dans les spectacles à caractère pornographique. Ce que les gens peuvent lire ou regarder ne regarde pas le gouvernement.

Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire !

Suite à l'affaire Mitterrand le gouvernement serre encore plus la vis aux minorités et aux immigrés dans la répression de tous les jours, mais aussi pour essayer de neutraliser les fascistes à six mois des élections régionales : son électorat le plus à droite est mécontent que le gouvernement ait refusé de virer Mitterrand et que le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner ait demandé à son homologue Hillary Clinton de lâcher les baskets à Polanski. Le gouvernement a donc repris l'offensive avec l'annonce d'un débat sur l'« identité nationale » pendant trois mois, afin de reprendre aux fascistes « *Marianne, la République, le drapeau, l'hymne national* » ; ce débat a pour but de faire une nouvelle fois des immigrés et des jeunes de banlieue des boucs émissaires soi-disant source d'insécurité dans le pays.

Pour lutter contre l'oppression raciste et l'oppression des femmes, des homosexuels et autres minorités, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire indépendant des partis bourgeois et des sociaux-démocrates qui sont dévoués à la défense et au maintien du système capitaliste oppresseur. La classe ouvrière a la puissance sociale pour se mobiliser en défense des opprimés. Mais pour convaincre les travailleurs qu'il y a un enjeu pour eux à défendre Mitterrand ou Polanski, il est nécessaire de lutter contre nos opposants réformistes dans le mouvement ouvrier comme le PS, le PCF et Alternative libertaire qui ont carrément pris part à la campagne contre Mitterrand et Polanski.

Le NPA d'Olivier Besancenot a refusé de s'y joindre, mais sa position n'a tout de même rien à voir avec le marxisme. Il s'est comme d'habitude distingué par une apparence cacophonie sur la question : dans son hebdomadaire diffusé surtout auprès de ses membres et de sa périphérie, le NPA a publié l'interview d'un universitaire (*Tout est à nous*, 22 octobre) ayant étudié le milieu homosexuel thaïlandais et qui s'en prend aux attaques contre Mitterrand, qualifiées de « *douteuses* ». Mais c'est le porte-parole du parti, Olivier Besancenot, qui a exprimé la vraie ligne du NPA : le refus de défendre Mitterrand contre la campagne homophobe. Dans une interview à la télévision Besancenot a ainsi déclaré : « *Je suis super emmerdé, j'avoue que je n'ai pas lu le livre, je n'ai pas écouté toutes ses explications [...]. J'ai lu évidemment les extraits [concernés], c'est vrai qu'ils sont super ambigus quand on sait ce que c'est que le tourisme sexuel et la pédophilie [...]. Je ne suis pas son avocat, je ne suis pas son juge non plus et je préfère juger sur le fond de la politique, sur son ministère, à la Culture.* »

A notre connaissance Lutte ouvrière (LO) n'a rien dit sur l'arrestation de Polanski ; dans son hebdomadaire destiné à une audience ouvrière elle n'a pas non plus mentionné la chasse aux sorcières anti-homosexuels visant Mitterrand. Le silence de LO est en lui-même une capitulation à l'arriération anti-homosexuels propagée dans la classe ouvrière par les campagnes homophobes de la bourgeoisie. Toutefois, LO a parlé de l'affaire Mitterrand dans sa revue « théorique » mensuelle, *Lutte de classe* (novembre). Dans un article portant sur



DPA/MAXPPP

Liliane Bettencourt, une des plus riches capitalistes du pays, est traînée devant les tribunaux par sa propre fille pour le partage de l'héritage : la mère a fait d'importantes donations à un ami, François-Marie Banier (à gauche). L'institution de la famille est oppressive de différentes manières dans toutes les classes sociales.

le débat sur l'« identité nationale », elle donne une série de raisons pour lesquelles Sarkozy a récemment « *mécontenté une partie de l'électorat de droite* », notamment « *le fait d'avoir installé au ministère de la Culture un Frédéric Mitterrand qui ne cache pas son homosexualité, de l'avoir défendu quand la presse était pleine des confessions de celui-ci sur son goût pour les "gosses" thaïlandais* ». LO sait parfaitement que Mitterrand, loin d'avoir « *confessé* » un « *goût pour les "gosses" thaïlandais* », a affirmé exactement le contraire dans son interview du 8 octobre à la télévision, insistant qu'il n'avait eu de relations qu'avec des gens « *qui avaient mon âge* » (*le Figaro*, 9 octobre) – et si l'on prend pour référence son livre, il ne parle que d'adolescents pubères, des étudiants par exemple.

Il faut bien voir le contexte de ces déclarations : LO utilise le langage sensationnaliste typique de la presse de caniveau, sans même faire mine de défendre Mitterrand. LO colporte ainsi implicitement les accusations proférées contre Mitterrand par les fascistes, le PS, etc. pour son soi-disant tourisme sexuel avec des enfants en Thaïlande ; LO joue de cette manière son propre petit rôle hypocrite dans cette campagne homophobe.

Si même l'ex-« *extrême gauche* » a capitulé au moins par omission à la campagne d'ordre moral visant Mitterrand, c'est parce qu'elle cherche à réformer, pas à renverser l'ordre capitaliste et donc elle ne peut remettre en cause la famille bourgeoise. Le capitalisme ne fait pas qu'exploiter les travailleurs en s'appropriant la plus-value qu'ils ont produite avec leur sueur et leur sang. Il opprime aussi différentes couches de la population sur la base de la couleur de leur peau, de leur sexe, de leur pratiques sexuelles, etc. Ce doit être à l'inverse une opportunité pour que la classe ouvrière prenne la direction de tous les opprimés dans une lutte révolutionnaire pour renverser ce système capitaliste oppresseur.

Le climat réactionnaire actuel est renforcé par la démoralisation qu'alimentent les bureaucraties syndicales et les partis « *de gauche* » en proposant la même exploitation capitaliste mais en plus « *social* ». Dans ce climat il est encore plus difficile de gagner les travailleurs à l'idée qu'il y a des intérêts en jeu pour notre classe dans des questions comme défendre les droits des femmes et des homosexuels ou défendre les jeunes de banlieue ; pourtant c'est crucial pour combattre les tentatives de la bourgeoisie de diviser pour mieux régner. C'est jeter les bases pour l'unité de classe révolutionnaire du prolétariat qui est nécessaire pour vaincre la bourgeoisie et finalement libérer l'humanité de l'enfer capitaliste arriéré dans lequel nous vivons aujourd'hui. ■

Polanski...

Suite de la page 4

La jeune fille de treize ans que Polanski est accusé d'avoir violée est décrite dans le *Los Angeles Times* (20 août 1977) comme une « aspirante actrice » dont la mère connaissait Polanski depuis plus d'un an, et l'avait autorisé à prendre des photographies de sa fille pour l'édition française du magazine *Vogue*. Une de ces séances de photographies avec le célèbre réalisateur s'est transformée en soirée passée à boire du champagne, à se baigner nus dans un jacuzzi et, pour ce qui est de la jeune femme, à consommer une portion de Quaalude (un sédatif à la mode). Après cela, il y a eu un rapport sexuel (ce que la presse traduit par « droguer et violer »).

Mais devant le tribunal, il a été révélé que la jeune femme avait fait « l'expérience » du Quaalude depuis l'âge de dix ou onze ans, et qu'elle avait un petit ami de 17 ans avec qui elle avait eu auparavant des rapports sexuels. Un policier enquêtant sur l'affaire la décrit comme faisant « entre 16 et 18 ans », tandis que sa mère l'a une fois décrite maladroitement comme « précoce quand elle est avec de grandes personnes ». Même le juge Rittenband, dans son rapport justifiant le sursis, a été forcé de reconnaître la maturité sexuelle évidente de la fille : « La plaignante était une jeune fille bien formée, qui faisait plus que son âge, et qui, il faut le regretter, n'était pas ignorante en matière de sexe. »

Cet incident a eu lieu au domicile de l'acteur vedette Jack Nicholson, et c'est en partie sur la base du témoignage de sa colocataire actuelle, Angelica Huston, qui était rentrée chez elle plus tard dans la soirée, que Polanski a été inculpé. Bien sûr, l'empressement qu'elle a mis à coopérer avec la police pourrait bien être lié au fait que les enquêteurs qui ont fouillé l'appartement à la recherche de « preuves » avaient trouvé une dose de cocaïne dans sa chambre.

La vie sexuelle et sociale en Californie du Sud, avec sa culture de la drogue florissante et les hordes de groupies précoces et sexuellement actives gravitant aux franges de l'industrie du spectacle, produit des milliers d'« aspirantes actrices » (et de jeunes hommes qui aimeraient devenir des « rock stars »), comme celle que Polanski a eu la malchance de rencontrer. Quelle que soit l'opinion qu'on peut avoir de ce qui s'est passé ce soir-là, le caractère par trop évident de la scène montre l'absurdité des efforts de Rittenband pour imposer la morale rigide de l'époque victorienne sur les boulevards et dans les chambres à coucher de Los Angeles.

La répression des activités sexuelles par les institutions et les normes qu'elles imposent ont apporté oppression et souffrance dans toute l'histoire, depuis le cruel « droit de cuissage » médiéval jusqu'à la réglementation dans les moindres détails des différents péchés sexuels par l'Eglise catholique et au déni victorien complet de la sexualité des femmes et des enfants et le prolongement artificiel de l'enfance qui va avec. Les « normes » sexuelles que l'Etat américain défend aujourd'hui puent l'hypocrisie, dans une société où la recherche scientifique sur la sexualité humaine commence seulement à faire l'objet de publications non confidentielles, où les avancées scientifiques dans le domaine de la contraception ont écarté la peur légitime de tomber enceinte, qui depuis les temps immémoriaux constituait un obstacle au plaisir sexuel, et où les tabous rigides basés sur l'ignorance ont perdu beaucoup de leur force.

Toutes les lois qui aujourd'hui aux Etats-Unis définissent les « crimes sexuels » visent fondamentalement à exalter et à renforcer la prison obscène et répressive de la famille, qui

depuis des siècles est la principale institution d'oppression des femmes et des enfants. Les opinions réactionnaires attisées par la persécution des « pervers sexuels » sont aussi nourries par la perception de la famille comme un refuge pour l'individu dans un monde hostile. Seule une vision sociale plus large du **remplacement** de la famille qui se produira finalement dans le cadre de la transition vers une société sans classes pourra apaiser la crainte que la lumpénisation et l'écroulement de la société seraient les seules alternatives à la morale bourgeoise.

L'exploitation de l'affaire Polanski par les médias est plus que du simple sensationnalisme. Son inculpation, comme l'hystérie autour de la « pornographie infantine », apportent de l'eau au moulin de la campagne bien-pensante pour « sauver nos enfants », dont la manifestation la plus caractéristique est la chasse aux sorcières anti-homosexuels menée par Anita Bryant – une offensive réactionnaire qui se cache derrière « l'innocence » des enfants pour imposer la morale bourgeoise en pourchassant les « pervers » avec acharnement.

La persécution de ceux qui sont considérés comme une menace pour les normes dominantes de vie familiale prend souvent les formes les plus extrêmes. En novembre dernier, une princesse âgée de 23 ans et son mari roturier ont été exécutés comme « criminels sexuels » en Arabie saoudite. Selon les traditions de sa tribu, qui se trouve être également la classe dirigeante saoudienne, sa mise à mort par un peloton d'exécution et la décapitation de son mari à l'épée sur un marché public de Djedda étaient, socialement parlant, parfaitement « morales ». Le juge Rittenband n'a pas réussi à obtenir la décapitation de Polanski afin de protéger le « mode de vie américain », mais le principe que l'Etat a le droit d'imposer une « norme » en matières d'activités sexuelles privées est défendu tout aussi fermement par la bourgeoisie américaine que par les cheiks bédouins. Ce sont simplement les méthodes qui diffèrent un peu.

De nombreux crimes sexuels bien réels sont perpétrés aujourd'hui aux Etats-Unis, mais ce ne sont pas seulement ni nécessairement ceux qui font la une de la presse à scandale. On impose aux plus jeunes peur, culpabilité et répression simplement pour avoir eu des pensées sexuelles. Les adolescents subissent une ségrégation sexuelle inhumaine et artificielle dans les écoles et les universités. Les restrictions religieuses imposées par l'Eglise catholique et les autres sectes religieuses, dont le judaïsme orthodoxe, maintiennent des milliers de femmes dans un cycle sans fin de pauvreté et de grossesses, avec toujours davantage de bouches à nourrir. Les vieux sont enfermés jusqu'à leur mort dans des chambres sinistres et exigües, et leurs geôliers débattent pour savoir si « le sexe doit être autorisé dans les maisons de retraite ».

Du fait de l'ignorance et de la honte, des milliers de jeunes femmes pauvres sont contraintes à recourir à des avortements dangereux, sans l'aide médicale publique, alors que les riches, comme toujours, se débrouillent facilement. Les moins chanceuses doivent soit porter des enfants non désirés, soit se faire stériliser définitivement dans les hôpitaux publics, tandis que le débat fait rage pour savoir si les jeunes doivent être « exposés » à l'information sur la contraception et le contrôle des naissances. Il y a aussi la frustration et les tensions sexuelles horribles qui s'accumulent au sein même de la famille, avec comme conséquences les violences physiques et les mauvais traitements, y compris sexuels, contre les enfants. Le viol et ces autres crimes bien réels, ainsi que la prostitution, qui est l'éternelle compagne de la monogamie forcée, sont la réalité sordide qui se cache derrière la « morale publique ».

On a fait de Polanski la dernière cible publique en date des efforts acharnés de l'Etat pour imposer le mythe puritain et cacher cette réalité. Même ses films brillants et souvent forts, comme « Cul-de-sac », « Le couteau dans l'eau », « Répulsion », et plus récemment « Rosemary's baby » et « Chinatown » ont été utilisés contre lui. Comme le déplorait un responsable des studios Columbia Pictures, « *Roman a tellement mauvaise réputation comme réalisateur pervers qu'il va être condamné par ses films* » (*Time*, 28 mars 1977).

Ce que révèle au contraire la vie de ce réalisateur, c'est une suite de réalisations créatives réussies face à une longue série de violences et de tragédies. Enfant, Polanski a vu ses parents lui être arrachés par des SS (ils ont disparu dans les camps). A 15 ans, il a été presque tabassé à mort par un déséquilibré à coups de barre de fer. Après s'être fait un nom comme réalisateur de talent dans la Pologne stalinienne, il a émigré à l'Ouest – où sa femme, l'actrice Sharon Tate, alors enceinte, a été massacrée dans des conditions abominables, avec plusieurs amis du couple, par la démente « famille » Manson. Et aujourd'hui Polanski a subi l'humiliation et la torture de passer plus d'un mois en prison pour subir des « examens psychiatriques ». (Si cela c'était passé en Union soviétique, où les dissidents sont enfermés de façon barbare dans des hôpitaux psychiatriques, le réalisateur figurerait déjà en bonne place sur la liste de la campagne des « droits de l'homme » de Jimmy Carter.)

Mais pour l'Etat de Californie, Polanski est un « criminel

sexuel » qui risque des peines supplémentaires de prison. Pas étonnant que la victime ait choisi de quitter l'Amérique. Comme il l'a très justement expliqué, « *Ils ont passé 42 jours à essayer de me rendre bizarre, mais dieu merci je suis intelligent et riche* » (*New York Post*, 7 février). Il ajoutait :

« En Amérique, en Californie, j'ai perdu ma femme, mon bébé, mes amis, peut-être ma santé mentale et presque ma liberté. Non, je dis non ! Les nazis n'ont pas pu me la prendre, le chagrin de ce que j'ai perdu non plus. Et cette petite pute et les lois de Californie n'y arriveront pas non plus. J'ai beaucoup donné, et ils m'ont trop pris. »

Très bien ! Nous sommes rassurés de voir que ce qu'il a subi pendant cette chasse aux sorcières puritaine n'a pas brisé Roman Polanski.

L'affaire Polanski a remué les peurs empoisonnées et la répression perverse qui sous-tendent la morale bourgeoise. En tant que communistes, nous sommes contre toute tentative d'enfermer la sexualité humaine dans des « normes » votées ou décrétées. Le principe gouvernant les relations sexuelles entre individus doit être celui du consentement effectif – autrement dit, rien de plus que l'accord et la compréhension mutuels, par opposition à la coercition. Nous soutenons que toutes les formes de relations mutuellement consenties entre individus sont exclusivement leur affaire, et que l'Etat n'a pas à interférer dans les activités sexuelles humaines.

Levée des inculpations contre Roman Polanski ! Non à l'extradition ! Halte à la chasse aux sorcières puritaine ! ■

Capitalisme américain...

Suite de la page 32

partiel est fondamentalement le même que celui que George Bush avait proposé, aucune différence, et de toutes façons bien malin qui sait ce que ce calendrier signifie. Ceux qui pensent que le retrait des troupes d'Irak aura bien lieu en 2010 devraient y réfléchir à deux fois. Il y a l'escalade de la guerre en Afghanistan, qui aujourd'hui n'enchant pas vraiment la majorité des Américains. Et ensuite il y a l'appareil tortionnaire de l'impérialisme US : le gouvernement ne s'en vante plus, on fait juste les choses plus discrètement. Contrairement à Cheney, ils n'applaudissent pas à chaque fois qu'ils entendent quelqu'un hurler dans une prison – c'est inconvenant.

A la santé du profit

Regardez la « réforme » actuelle du système de santé. Il y aura bientôt dans ce pays 50 millions de gens qui n'ont aucune couverture médicale. Une partie de la bourgeoisie souhaiterait qu'un pourcentage plus élevé de la population soit couvert, parce que c'est embarrassant d'avoir tellement de gens sans couverture médicale. Et plus préoccupant encore pour la bourgeoisie, avec le système de santé américain, on en n'a pas pour son argent. Si on se rappelle que c'est la plus sauvage et la plus arriérée des grandes puissances impérialistes, et que cela l'a toujours été, alors la « réforme » de la santé se déroule de manière typiquement américaine. On explique que la « source de tous les maux », c'est que les gens « consomment » trop de soins médicaux. Comme ils consommaient trop de maisons, quand les banques leur faisaient des prêts, et qu'ils ont accumulé trop de dettes simplement en essayant de survivre, parce que leurs revenus étaient vraiment en train de diminuer.

Donc le méchant consommateur est responsable de tout. Ils ont découvert que ce qui s'est passé, c'est qu'un pourcentage

significatif de l'endettement par les cartes de crédit était dû aux frais médicaux. Les gens ne « consomment » pas des soins médicaux : « Oh, docteur, je m'intéresse à un pontage coronarien, et à combien sont les greffes de foie aujourd'hui ? » Ce qui se passe, c'est que vous allez chez un docteur parce que vous ne vous sentez pas bien, il vous dit ce dont vous avez besoin, votre assurance donne ou non son accord, et l'hôpital assure ou non les soins. Il n'y a aucune course à la consommation là-dedans. Cela ne dépend pas de vous.

Donc qu'est-ce qu'ils sont en train de concocter en ce moment à Washington ? Obama s'est déjà mis d'accord avec les compagnies d'assurances, avec les docteurs, avec les hôpitaux ; certains secteurs ne seront pas touchés, donc maintenant ils soutiennent tous la « réforme » de la santé. Tous ces gens, qui ont fait des profits gigantesques, sont tout d'un coup favorables à tout cela, parce que cela peut leur amener plusieurs dizaines de millions de gens qui pourront « consommer ». D'un autre côté, les gens ordinaires sont inquiets quand ils entendent qu'il va y avoir toutes ces merveilleuses économies, parce que c'est maintenant le loup qui dirige la bergerie. Ils se doutent de ce qui va se passer (et leurs doutes ne sont pas sans fondement), c'est que les gens qui ont une couverture médicale vont être moins bien couverts. Le gouvernement va réduire le financement de Medicare et de Medicaid [les programmes qui assurent une couverture médicale minimale aux pauvres et aux personnes âgées], réduire les remboursements pour ceux qui ont une couverture médicale « trop généreuse ». On parle d'imposer les prestations « excessives » versées aux familles avec enfants dont les deux parents travaillent. Donc les gens étaient au début plutôt favorables à la réforme de la santé, mais ils se doutent de plus en plus que c'est la classe ouvrière qui va payer l'addition, que les travailleurs vont devoir payer pour les gens qui ne travaillent pas. Dans ce pays, de tels soupçons s'entremêlent toujours avec le racisme anti-

Noirs. Cela montre le rôle précieux que joue pour la bourgeoisie l'oppression raciale de la caste que constituent les Noirs dans ce pays. Cette oppression aide la bourgeoisie à diviser les travailleurs selon des lignes de race.

Une fois qu'on a dit cela, il faut prendre conscience que dans la société capitaliste les soins médicaux sont toujours rationnés, qu'ils soient pris en charge par l'Etat ou par des assurances privées. En tant que marxistes, nous ne réclamons pas un « meilleur » plan réformiste, comme un système national d'assurance maladie. Cela serait bien si cela existait, mais ce n'est pas notre solution. Nous sommes pour des soins médicaux gratuits et de qualité pour tous. S'il y avait une révolution socialiste ce soir, demain tous les soins médicaux seraient gratuits. **Tous** les soins médicaux – l'avortement, tout. Réformer le système de santé, c'est aussi facile que cela. Ce qui est difficile, c'est d'avoir une révolution socialiste.

Le capitalisme américain et la présidence Obama

La Spartacist League/U.S., section de la Ligue communiste internationale, était contre Barack Obama quand il était candidat à la présidence. Nous sommes contre tous les candidats *bourgeois*. De plus, dans le cas des postes exécutifs – ceux qui gèrent l'ordre capitaliste, les gouverneurs, les maires, les shérifs et le président – nous sommes contre ces postes en tant que tels. Dans le passé, à plusieurs reprises, nous avons présenté des candidats à des postes de maire, par exemple, qui est un poste exécutif, en déclarant expressément que ces candidats n'occuperaient pas le poste s'ils étaient élus. Nous avons depuis révisé notre position, parce que le fait même de se présenter à un poste exécutif apporte avec lui, quoi qu'on puisse dire, l'implication que la réforme est possible dans ce contexte. Donc nous ne nous présentons plus à des postes exécutifs (voir « A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste ! Principes marxistes et tactiques électorales », *Spartacist* édition française n° 39, été 2009).

Les gens ont voté pour Obama en espérant que quelque chose de bien allait arriver après les années Bush. Nos opposants dans la gauche, même si la plupart d'entre eux n'ont pas ouvertement appelé à voter pour Obama, ont dit peut-être que ce type allait, d'une façon ou d'une autre, débloquer un peu les choses pour la population. Et bien sûr, tous ceux qui ont lu leurs journaux savaient ce qu'ils voulaient dire.

Si nous n'avons pas voté pour Obama, ce n'est pas parce que l'homme ne nous plaisait pas ; cela n'a rien à voir. C'est parce qu'en tant que communistes, nous savons que l'ordre capitaliste est ce qui cause et perpétue la misère humaine, et que le système de la propriété privée et l'Etat des patrons qui le défend doivent être renversés par une révolution socialiste menée par la classe ouvrière. Il n'y a pas d'autre solution. Notre modèle pour cela, c'est la Révolution bolchévique d'octobre 1917.

Le fait que la gauche réformiste soutienne un politicien capitaliste pour la présidence reflète parfaitement ses illusions. Mais est-il possible, à supposer même qu'il le veuille, que quelqu'un qui occupe ce poste réforme le système capitaliste ? Georgi Plékhanov, à propos de la nature du progrès humain, écrivait dans son livre *A propos du rôle de l'individu dans l'histoire* :

« Ce qu'il faut aujourd'hui tenir pour la cause première et la plus générale de ce devenir [le devenir historique], c'est l'évolution des forces productives,


lesquelles conditionnent les changements successifs dans les rapports sociaux entre les hommes. A côté de cette cause *générale* opèrent des causes *particulières*, c'est-à-dire la *situation historique* dans laquelle se déroule l'évolution des forces productives d'un peuple, et qui est elle-même créée en suprême instance par l'évolution de ces forces chez les autres peuples, ce qui nous ramène à la cause générale. »

Trotsky appelait la situation historique où nous vivons aujourd'hui « l'époque de la décadence impérialiste », et « l'agonie du capitalisme ». Le capitalisme a toujours été accompagné par la misère, mais il a connu une période de progrès. Dans ce pays, cette période a culminé pendant la guerre civile [dite guerre de Sécession], avec la victoire du Nord et la destruction du système esclavagiste, une victoire qui a été en fait une révolution sociale. Au début du XX^e siècle, les grandes puissances industrielles, en essayant d'étendre la base de leurs profits et de leur pouvoir, ont commencé à entrer en conflit les unes avec les autres pour le partage de la planète. Sur la scène mondiale, les Etats-Unis ont fait leur entrée dans l'ordre impérialiste en 1898, contre l'empire espagnol en déclin, aux Philippines, à Cuba, etc. (la guerre hispano-américaine), en même temps qu'à l'intérieur ils remettaient les Noirs dans les fers avec l'instauration d'un appareil légal ségrégationniste dans le Sud, le système « Jim Crow ». Bien sûr, aujourd'hui l'appareil légal du « Jim Crow » n'existe plus, mais il se reflète dans toutes les statistiques sociales importantes : santé, espérance de vie, emploi. Bien que ce ne soit pas le thème de cette présentation, l'oppression des Noirs est un trait fondamental du capitalisme américain, que la bourgeoisie utilise pour diviser la classe ouvrière et pour faire en sorte que les Etats-Unis demeurent le seul grand pays qui ne possède même pas un parti ouvrier réformiste. Autrement dit, les ouvriers de ce pays ne considèrent tout simplement pas qu'ils appartiennent à une classe ouvrière.

Obama appartient à la nouvelle classe moyenne noire. Par « nouvelle », je veux dire qu'il y a aujourd'hui une petite couche de Noirs dans des postes exécutifs, dans les conseils d'administration, dans les hautes sphères du système éducatif, en plus des personnalités du sport et du show-business. Et c'est de cette couche sociale qu'Obama est issu. Il fait des sermons paternalistes aux hommes noirs, en les exhortant à se prendre en charge et à commencer à se comporter de manière « responsable », et après cela il prend un demi avec un flic pour expliquer pourquoi les flics doivent être « sensibilisés »



Supplément au Bolchévick
 Octobre 2008
 0,50 € (10 pages)
 Commande à l'adresse du journal





AP

5 mai, province de Farah, Afghanistan : des villageois dans les ruines de maisons détruites par des frappes aériennes de l'OTAN qui ont fait plusieurs dizaines de morts.

quand ils ont affaire à des intellectuels noirs comme Henry Louis Gates Jr [un professeur d'université noir arrêté l'été dernier en bas de chez lui comme un voleur par la police]. Et bien sûr, le flic en question est devenu le héros de tous les policiers des Etats-Unis, qui admirent son manque de sensibilité, parce qu'après tout ce sont les forces de répression chargées de contrôler cette société capitaliste pour le compte de la bourgeoisie. Obama est simultanément celui qui est en train de détruire la vieille classe ouvrière noire, les ouvriers de l'automobile, en transformant un peu plus Detroit en zone sinistrée. C'est le pendant, à l'intérieur du pays, du rôle que joue Obama en tant que commandant en chef de l'impérialisme US.

Examinons d'un peu plus près l'époque de la décadence impérialiste. Evidemment, dans cette époque de décadence, il y a des périodes de pourrissement et de dévastation, mais il y a aussi des moments où la croissance redémarre. Quand cette « grande récession » se terminera, et cela se produira un jour, on recommencera à embaucher. Est-ce que cela sera aussi bien ? Non. Cela fait longtemps que les emplois ne sont plus aussi bien qu'avant. On perd son emploi, le deuxième emploi est pire, et le troisième encore pire. Et est-ce qu'il y aura autant d'emplois ? Probablement pas. Mais il y aura à un certain moment une reprise des embauches. Donc l'époque de la décadence impérialiste, cela n'est pas le *Portrait de Dorian Gray* ou la *Nuit des morts-vivants*, mais plutôt, globalement, que le système social capitaliste apporte plus de souffrances que de bénéfices à l'humanité. Mais les systèmes sociaux ne s'évanouissent pas et ne disparaissent pas comme cela. Contrairement aux organismes biologiques, les organismes sociaux doivent être mis à mort, principalement par les guerres et les révolutions. Par exemple, la plus puissante et la plus riche des puissances impérialistes, les Etats-Unis, a atteint son apogée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, qui s'est déroulée à l'époque de la décadence impérialiste.

Quel a été le prix de cette ascension ? Eh bien, il y a eu près de 100 millions de morts à cause des deux guerres mondiales, l'Europe et une grande partie de l'Asie ravagées, la barbarie d'Hiroshima et Nagasaki, où au fond des gens sans défense ont été incinérés par des armes nucléaires. Depuis leur ascension au lendemain de la guerre, les Etats-Unis ont été impliqués pratiquement chaque année dans des guerres ou

des interventions militaires. Au moins dix autres millions de cadavres ont été ajoutés aux cimetières créés par la Première et la Deuxième guerres mondiales, bien sûr pour la cause de l'expansion de la « démocratie », qui est véritablement une version améliorée du « fardeau de l'homme blanc ».

L'histoire a amplement prouvé depuis ces deux guerres mondiales que la classe ouvrière n'avait aucun camp à choisir dans ces guerres entre grandes puissances capitalistes, pas même dans ce qu'on a appelé la « guerre héroïque contre le fascisme ». Il y avait seulement un camp qu'il fallait défendre pendant la Deuxième Guerre mondiale : l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré soviétique. Mais plusieurs dizaines d'années plus tard, en 1991-1992, l'Union soviétique a succombé à la contre-révolution capitaliste, et c'était une défaite historique. La situation aujourd'hui montre une véritable régression historique. C'est une vision erronée du marxisme de dire qu'il affirmerait que les sociétés vont toujours de l'avant. Non, malheureusement, de grandes défaites sont possibles. Ce que nous voyons aujourd'hui en Russie et en Europe de l'Est, c'est l'impact de la destruction par le système social inférieur et réactionnaire qu'est le capitalisme, d'un système social qui, malgré l'incurie de la bureaucratie stalinienne, portait en lui les racines du progrès social – c'est-à-dire le renversement de la domination capitaliste et l'instauration des prémisses de formes ouvrières de production. Nous nous sommes battus contre les contre-révolutions capitalistes en Europe de l'Est et en URSS, de 1989 à 1992, et aujourd'hui nous défendons les pays qui restent où le capitalisme a été renversé, comme la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord et Cuba. En même temps, nous luttons pour des révolutions politiques prolétariennes pour chasser les bureaucraties staliniennes. Au niveau mondial, l'impact le plus important de la chute de l'Union soviétique a été celui sur la conscience, en particulier celle des éléments avancés de la classe ouvrière, qui n'ont plus tendance à considérer le socialisme, même dans sa variante réformiste, comme une chose pour laquelle cela vaut le coup de lutter. C'est un immense recul.

La récession, la dépression et le « New Deal » de Roosevelt

Il se trouve que j'ai grandi pendant les années fastes de l'impérialisme américain. Malheureusement, j'ai perdu aujourd'hui le droit de dire aux gens, en ma qualité de vieux de la vieille, « de mon temps, j'en bavais plus que vous ». Ce n'est tout simplement plus vrai. Et au cours des 30 ou 40 dernières années, marquées par un déclin économique considérable, nous avons assisté au grignotage du niveau de vie des gens ordinaires, avec des moments de spoliation accélérée (par exemple la « fin des programmes sociaux » orchestrée par Bill Clinton), et à la montée des attaques contre les droits (la « guerre contre la drogue », la « guerre contre le terrorisme ») ; un pourcentage significatif de la population noire est aujourd'hui « logée » dans des prisons. De façon générale, la vie des gens n'est pas rose.

Mais quelqu'un pourrait demander : « Avec tout ce pourrissement, pourquoi sommes-nous moins mal lotis aujourd'hui que pendant la grande dépression des années 1930 ? » – ce qui est vrai, il faut le dire franchement. Je voudrais reprendre l'histoire depuis le début. Depuis Lincoln, on avait vu défiler à la présidence une succession de médiocrités. Qu'ont laissé Calvin Coolidge, Chester Alan Arthur, Grover Cleveland, Woodrow Wilson ? Aucun d'eux n'a rien fait, parce qu'ils agissaient dans les limites étroites du système, et la présidence n'a jamais été utilisée, et ne le sera jamais, pour

remettre en cause ces limites. Une personnalité pourrait faire exception : Franklin D. Roosevelt. Roosevelt était perçu par la droite comme une sorte d'hybride entre Lénine et Satan, et par les libéraux bourgeois comme celui qui a vraiment démontré que le capitalisme peut être décent. À cause des similitudes entre la grande dépression des années 1930 et aujourd'hui, et aussi parce que Roosevelt est devenu une sorte d'icône, il est utile d'examiner cette question. Je vais m'efforcer de réfuter cette vision.

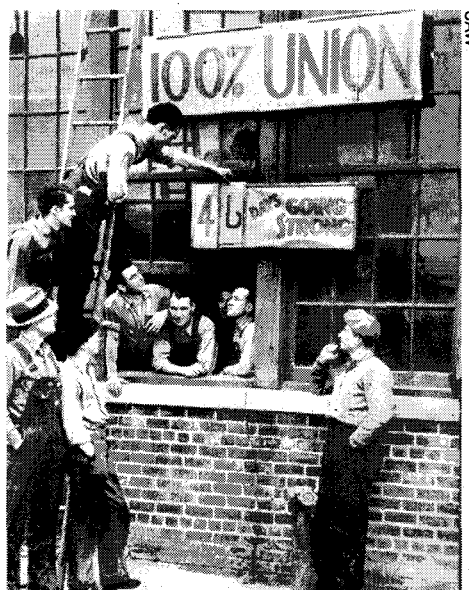
Il y a deux grandes différences entre le monde d'aujourd'hui et celui de l'époque de la grande dépression : premièrement, la Révolution d'octobre 1917 était alors un phare pour la classe ouvrière ; et deuxièmement, les Etats-Unis étaient à cette époque un pays industriel en *développement*, le plus puissant du monde. Ce n'est plus le cas. Ce sont là des différences importantes.

Comparons un peu, si vous le voulez bien, Obama et Roosevelt. Il y a des similitudes : leur première décision à tous les deux a été de conforter les banques, même s'ils ont utilisé pour cela des mécanismes différents. Roosevelt s'est pour l'essentiel contenté de fermer les banques en difficulté. Obama les a inondées de liquidités. Le résultat net a été le même : les banques ont empêché l'argent et n'ont rien fait avec. Pourquoi ? Parce que ce qui importe pour les capitalistes, c'est de pouvoir réaliser un profit, et tant que ce n'est pas le cas, l'argent reste où il est. Peu importe la quantité d'argent qu'Obama fait sortir des planches à billets. Et l'autre similitude, c'est que les grandes banques ont mangé les petites, les plus stables ont mangé les plus faibles. C'est ce qui est arrivé les deux fois.

Pendant le « premier New Deal », Roosevelt a fait passer le NRA, le National Industrial Recovery Act [loi sur la reprise industrielle], qui visait principalement à encourager la « coopération » entre les ouvriers et le management, vous pouvez imaginer ce que cela signifiait, et cela n'a pas créé beaucoup d'emplois. On peut dire la même chose de la Tennessee Valley Authority, et de ce qui est devenu plus tard le Civilian Conservation Corps – une infime quantité d'emplois ont été créés. Ce qu'a surtout fait le NRA a été de jeter les bases de la formation de syndicats-maison à la solde des patrons. Cela n'enchantait pas particulièrement la classe ouvrière ; donc les ouvriers, dans leur immense majorité, les ont désertés, parce qu'un syndicat-maison ne sert pas à grand-chose quand vous voulez lutter contre la direction de la maison.

Examinons maintenant ce qu'on a appelé le « deuxième New Deal » – c'est-à-dire celui de 1935. La Works Progress Administration [administration des travaux publics] a embauché davantage de monde, mais cela ne représentait toujours qu'un faible pourcentage des chômeurs, quelques millions de personnes tout de même. On a créé une forme de sécurité sociale, et à partir de là on a mis en place des indemnités chômage, une sorte d'allocation familiale, etc. Et ensuite, pour remplacer le NRA, qui avait été déclaré inconstitutionnel par la Cour suprême en 1935, il y a eu un truc qui s'appelait le National Labor Relations Act [loi sur les relations entre salariés et employeurs], également connu sous le nom de loi Wagner, qui a été adopté plus tard en 1935. C'était censé autoriser les ouvriers à s'organiser – s'ils se conduisaient bien et respectaient la législation du système capitaliste.

Donc il faut poser la question : ceci reflète-t-il le fait que l'administration de Roosevelt – le comité exécutif de la classe dirigeante capitaliste – avait désormais un cœur ? Non, elle faisait semblant d'avoir un cœur, et il y a une différence. Ce



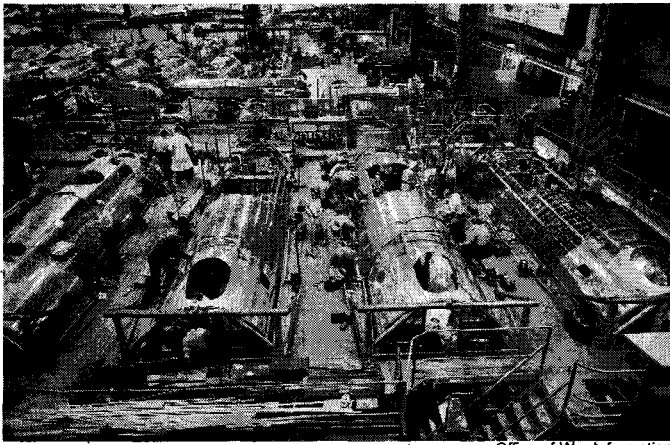
Usine General Motors occupée par les ouvriers syndiqués à l'United Auto Workers, pendant la grève avec occupation de Flint, en 1936-1937

qui a réellement arraché ces concessions à la bourgeoisie, ce sont des grandes grèves de 1934, à Toledo [dans l'automobile], sur la côte Ouest (les dockers), et la grève des camionneurs à Minneapolis. A ce moment-là, des ouvriers combattifs avaient commencé à organiser les chômeurs comme une partie intégrante du mouvement syndical. Juste pour vous montrer la forte ambivalence de Roosevelt même en ce qui concerne les petites réformes qu'il avait introduites, en 1935 il a augmenté le nombre de gens employés par le gouvernement dans le cadre de la Works Progress Administration, et il l'a ensuite diminué fortement en 1937, parce qu'il pensait qu'il y avait une reprise, et cela a déclenché une deuxième récession. La grande dépression est en fait constituée de deux récessions – 1929-1933 et 1937-1938.

Maintenant, pour ce qui est des pouvoirs du National Labor Relations Board [NLRB – dont l'équivalent français serait l'Inspection du travail], les employeurs ont fait comme si le NLRB n'existait pas, parce qu'ils pensaient qu'il serait lui aussi invalidé par la Cour suprême. Les ouvriers avaient eux aussi tendance à faire comme s'il n'existait pas, ce qui était une bonne chose. Autrement dit, ce qui est arrivé ensuite, c'est une vague de grèves. Pour vous donner une idée de son ampleur ; en 1934, il y a eu 1 800 grèves ; en 1935, 2 000 ; en 1936, 2 100 ; en 1937, au début de la deuxième récession, il y en avait 4 700 ; en 1938, 2 700 ; en 1939, 2 600. Personne n'allait frapper à la porte du NLRB pour demander « s'il vous plaît ». Les gars étaient dans la rue à se cogner avec les flics et les patrons, et certains d'entre eux en sont morts.

La grande grève avec occupation de Flint a eu lieu en 1936-1937. Quelqu'un se rappelle une intervention du NLRB dans cette grève ? Non, il n'y en a pas eu. Le NLRB aurait pu essayer, mais en tant que tel il n'a eu aucune influence. Soit dit en passant, la vague de grèves qui avait débuté en 1935 a eu pour résultat de multiplier par deux les effectifs du mouvement syndical en l'espace de cinq ans. Donc c'était tout à fait considérable. Cependant, ces ouvriers ont été trahis, notamment par le Parti communiste stalinien, pour le compte du Parti démocrate et au service de Roosevelt pour l'entrée en guerre.

Aujourd'hui, on parle beaucoup du keynésianisme. Roosevelt n'était pas keynésien. C'était un partisan de l'équilibre budgétaire. Pendant la grande dépression, les dépenses publiques ont connu une certaine augmentation accompagnée



Office of War Information



Sächsische Landesbibliothek

A gauche : une usine de bombardiers pendant la Deuxième Guerre mondiale. A droite : des dizaines de milliers de civils ont été massacrés dans le bombardement de Dresde par les Américains et les Britanniques. C'est la production de guerre et non le New Deal qui a fait sortir les Etats-Unis de la grande dépression.

de hausses d'impôts. Autrement dit, le gouvernement finançait ses dépenses, contrairement à Obama qui fait juste fonctionner la planche à billets, et adienne que pourra. Pour le keynésianisme, la réponse est censée être de mettre de l'argent entre les mains des consommateurs. On crée des déficits. Ce n'est qu'en 1939 que le gouvernement a commencé à prendre la voie du déficit, et la raison n'a rien à voir avec l'économie, c'était pour fabriquer des armements. Un gouvernement capitaliste a besoin du keynésianisme pour faire la guerre, s'il n'a pas un trésor de guerre bien garni, ou s'il ne veut pas se pointer sur le champ de bataille sans fusils, sans avions et sans chars d'assaut. Donc en fait le keynésianisme n'a joué aucun rôle et n'a jamais joué aucun rôle dans des situations du genre de la grande dépression. Bien sûr, ce qui a permis de sortir de la dépression, comme nous le savons tous, cela a été la Deuxième Guerre mondiale : résorption automatique du chômage, puisque la moitié de la population active a été envoyée pour tuer et se faire tuer sur le champ de bataille.

Ceci étant dit, Obama n'a même pas fait le genre de trucs minables qu'avait fait Roosevelt, à part renflouer les banques. En plus, à ma connaissance, on ne parle pas de faire quoi que ce soit. Mais Obama n'est pas aiguillonné par la lutte de classes, comme Roosevelt l'était. D'un autre côté, nous connaissons les limites à l'intérieur desquelles le système capitaliste opère.

Avec l'entrée dans la Deuxième Guerre mondiale, les salaires ont été gelés et le droit de grève supprimé, avec la totale complicité de la bureaucratie syndicale qui soutenait le plan de guerre du gouvernement. Pendant toute la guerre, les gens ont travaillé avec les salaires de l'époque de la dépression, ce qui a provoqué une gigantesque vague de grèves à la fin de la guerre, en 1946. La politique d'Obama, dans la mesure où il paraît en avoir une, ressemble davantage à celle de l'économiste de droite Milton Friedman. Elle est essentiellement monétariste : maintenir à un niveau très bas le taux d'intérêt de la banque centrale, à 0 %. Le Japon, à partir du milieu des années 1990, a maintenu le taux d'intérêt de sa banque centrale à 0 %. Cela n'a pas stimulé l'économie, parce que, une fois de plus, pour le capitalisme il faut faire des profits. S'il n'y a pas de profits, il tourne au ralenti. S'il y a beaucoup de profits à empocher, il tourne à toute vitesse et crée les bases de la prochaine crise.

Aujourd'hui, l'argent donné aux consommateurs ne circule pas ; les dépenses de consommation continuent à diminuer, parce que les gens perdent leur emploi. Ceux qui ont de

l'argent s'attendent à perdre leur emploi, et donc ils ne s'en séparent pas comme cela. Ou ils s'attendent à perdre leur couverture médicale, ou à perdre leur maison – et leurs craintes ne sont pas sans fondement.

Donc, notre sort est-il matériellement plus enviable aujourd'hui que pendant la dépression ? Je dirais oui, mais pourquoi ? Parce que la Sécurité sociale existe, parce que l'assurance chômage existe, parce que les bons alimentaires existent – aujourd'hui, toutes ces choses qui sont des sous-produits des luttes sociales des années 1930 existent. Elles n'ont commencé à exister que vers la fin de la grande dépression, et encore. On peut imaginer que les secteurs les plus enragés de la bourgeoisie pourraient les abolir, mais ce n'est pas politiquement réaliste. S'ils faisaient cela, les vieux militants étudiants des années 1960 manifesterait devant la Maison Blanche avec des guillotines. On ne peut pas juste enlever d'un seul coup aux gens tout ce qu'ils ont. Mais les anciens militants, malheureusement, ne sont pas une force sociale suffisante.

Pour la révolution ouvrière

J'ai essayé d'argumenter que le mythe Roosevelt n'est précisément qu'un mythe. Un certain nombre d'événements clés qui se sont produits pendant qu'il était au pouvoir ont été, vraiment, une perte pour l'humanité. La victoire des Etats-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale, leur domination du monde, c'est une perte pour l'humanité, un coup terrible. Et en particulier, en ce qui concerne ce qu'on voit comme des acquis, Roosevelt en tant que tel n'y était pour rien, si ce n'est qu'il a réagi pour tenter d'acheter et de désamorcer la lutte de classe, qui s'était sérieusement déclenchée à cette époque.

Ce que j'ai essayé de montrer, c'est que les réformes sont les sous-produits des luttes sociales, que ces réformes sont constamment rognées et menacées par la bureaucratie syndicale qui, parce qu'elle fait allégeance aux capitalistes, est prête à faire des concessions importantes. Dans le cas du syndicat de l'automobile, jadis très puissant, il n'est pas encore mort, mais il apparaît assez moribond. La bureaucratie syndicale, les lieutenants ouvriers du capital, travaille à contenir et/ou parfois simultanément à trahir la lutte de classe. Dans ce pays, cela s'exprime politiquement par ses liens avec le Parti démocrate, dont elle est une composante significative. Je pense que dans une convention démocrate typique, 25-30 % des délégués sont des syndicalistes. Le Parti démocrate n'est pas un parti

ouvrier, c'est un parti bourgeois. Mais il faut reconnaître que les échelons supérieurs du mouvement syndical sont en grande partie intégrés dans ce parti, au détriment des syndicats.

J'ai aussi essayé de démontrer que la seule issue pour l'humanité, c'est de détruire le capitalisme par une révolution sociale ouvrière. Il convient de rappeler, en ce qui concerne par exemple la couverture médicale, que seuls les pays qui avaient renversé la domination capitaliste – Cuba, l'Union soviétique et la plus grande partie de l'Europe de l'Est – offraient des soins médicaux gratuits. Ce n'était pas très raffiné, mais c'était accessible à **tout le monde**. (Bien qu'à Cuba on fasse des choses assez sophistiquées, et c'était aussi le cas en Union soviétique.) Et parce que c'était accessible à tout le monde, on envoyait juste les gens chez le docteur et on les soignait.

Certaines personnes demandent ce qui va se passer sous le socialisme. Eh bien, évidemment, certains problèmes sont plus complexes que d'autres, comme restaurer la base industrielle de cette économie, ce qui nécessitera pas mal de réflexion et de planification. Mais je vous promets que dans un État ouvrier américain, le problème du logement, comme la crise du système de santé, seraient rapidement réglés. Peut-on nier qu'il y ait dans ce pays des logements utilisables, des immeubles de bureaux vacants, etc. ? Et il est possible, à court terme, de fournir un emploi à tout le monde simplement en diminuant le nombre d'heures travaillées. C'est ce que suggère le *Programme de transition* écrit par Trotsky en 1938 : une manière pour les révolutionnaires d'avancer des revendications, inaccessibles dans leur entièreté sous le capitalisme, ce qui permet d'amener à la conclusion que ce qu'il faut, c'est une solution révolutionnaire. Il y a la revendication de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail ; de la nationalisation sans compensation des banques ; de la nationalisation des grandes entreprises, là encore sans compensation ; la création de groupes de défense ouvriers. Je voudrais citer le *Programme de transition* :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. »

Donc pourquoi est-ce que nous n'allons pas simplement demander à Barack Obama de nationaliser les banques sans

compensation ? Eh bien, on se ferait probablement arrêter pour utilisation de substances illicites, et non sans raison. Je voudrais citer Trotsky sur comment il faut utiliser ce genre de programme : « *La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de "nationalisation" consiste en ce que : 1) Nous repoussons le rachat ; 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ; 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ; 4) Nous relient le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans.* » (Les petits paysans étaient à cette époque un élément significatif dans la société américaine, ce qui n'est plus le cas.)

Ce que font souvent nos réformistes, c'est d'avancer une revendication qui leur semble réalisable, comme d'appeler à des nationalisations. Le problème, dans ce contexte, c'est le fait de **supplier**. A qui est-ce que vous le demandez ? Est-ce que vous pensez réellement que les dirigeants impérialistes américains vont vraiment concéder ce genre de réformes ? Bien sûr, les réformistes le pensent, parce qu'ils pensent que ce système peut être réformé.

Il y a des luttes de classe dans le monde, en fait, mais assez peu aux Etats-Unis, et cela est ainsi depuis plusieurs dizaines d'années. Mais comme le faisait remarquer Friedrich Engels, l'ordre capitaliste est un système qui, d'un côté, organise la production de façon socialisée, mais où le produit de cette production socialement organisée, d'un autre côté, est approprié de façon anarchique par la bourgeoisie. Il y a ceux qui travaillent et ceux qui possèdent les produits de ce travail. Ce système est intrinsèquement instable, mais pas de manière prévisible. Si vous me demandez « Quand y. aura-t-il des luttes de classe ? », je devrai répondre « Je ne sais pas ». Il n'y a pas non plus de recette pour déclencher la lutte de classe dont nous, les marxistes, savons qu'elle arrivera. Mais les conditions mêmes qui minent la classe ouvrière, les conditions mêmes qui démoralisent les travailleurs et les dressent les uns contre les autres dans la lutte pour la survie – c'est-à-dire le mode de production capitaliste –, ces mêmes conditions poussent aussi la classe ouvrière vers l'unité dans la bataille contre ses exploiters. Aussi longtemps que le capitalisme existera, il engendrera les conditions qui provoquent la lutte de classe.

Donc que faut-il faire aujourd'hui ? Eh bien, ce qu'il nous faut, c'est un bouleversement social du type de celui dont j'ai parlé. Mais cela n'arrivera pas si l'on ne forge pas un parti révolutionnaire trotskyste. Et il faudra que des ouvriers avec une conscience de classe chassent les bureaucrates traîtres de leurs positions de pouvoir dans les syndicats. Donc ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est de commencer à regrouper ceux qui sont déterminés à créer un parti ouvrier révolutionnaire. Ce n'est pas le cas de nos opposants réformistes. Nous sommes les seuls dans la gauche à posséder cette détermination. Pour cette raison, nous gênons les réformistes, parce que nous affirmons qu'ils sont contre la révolution socialiste, et parce que nous montrons comment, de multiples manières, ils trahissent et sabotent les luttes de la classe ouvrière, comment ils colportent des illusions dans le capitalisme. Donc nous cherchons des gens qui voudront, un jour, apporter cette petite brochure, le *Programme de transition*, dans leur usine, dans leur atelier, et contribuer à mobiliser la classe ouvrière pour qu'elle accomplisse sa tâche historique, renverser cet ordre capitaliste complètement sauvage.

– Traduit de Workers Vanguard n° 945, 23 octobre

Abonnez-vous à

WORKERS VANGUARD

Publication bihebdomadaire de
la Spartacist League/US, section américaine
de la Ligue communiste internationale

22 numéros (1 an) : 15 €
plus *Spartacist* anglais et *Black History and the Class Struggle*

Nom _____ Tél _____

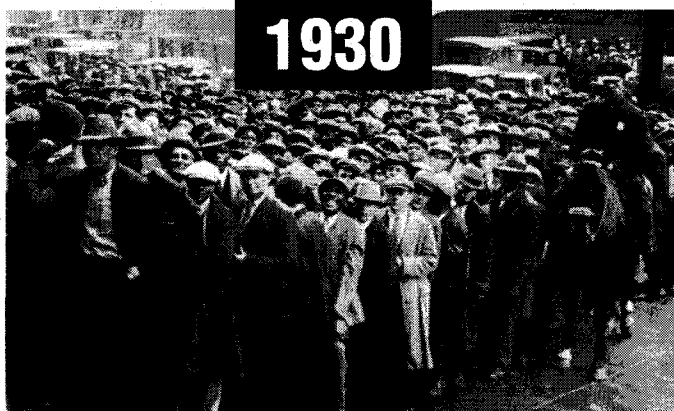
Adresse _____

CP _____ Ville _____

Ecrire à LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10. Chèques à : Société d'édition 3L.

**Il faut rompre avec les démocrates –
Pour un parti ouvrier ! Pour la révolution ouvrière !**

Le déclin du capitalisme américain



1930



2009

Photos AP

A gauche, des chômeurs font la queue devant l'hôtel de ville de Cleveland pour avoir un emploi. A droite : foire à l'emploi à Louisville, Kentucky. Les crises cycliques du capitalisme plongent les travailleurs dans la misère.

Nous reproduisons ci-dessous la présentation, revue pour publication, faite le 12 septembre dernier à Chicago par Ed Clarkson, membre du comité central de la Spartacist League/U.S., section américaine de la Ligue communiste internationale.

WORKERS VANGUARD

Commençons par une évidence : cela va mal. On recense officiellement environ 15 millions de chômeurs. Neuf millions de personnes travaillent à temps partiel. Il faut y ajouter les millions et les millions de personnes qui ont jeté l'éponge ; elles n'apparaissent pas dans les statistiques du chômage parce qu'elles ne sont plus à la recherche d'un emploi, et cela remonte probablement à l'éclatement de la bulle Internet. Des gens perdent leur logement et voient leurs rêves d'une retraite heureuse partir en fumée.

On vient d'apprendre que seulement 60 % des gens qui s'inscrivent à l'université arrivent à terminer leur licence. J'imagine que les autres abandonnent parce qu'ils n'ont pas de fric. Et de façon générale, ceux qui déposent un dossier d'admission à des études supérieures se limitent aux filières professionnelles. Normalement, vous vous inscrivez dans une école ou un institut, pour y suivre une formation professionnelle, et ensuite vous partez chercher un emploi. Sauf qu'il n'y a plus d'emplois, et vous retournez suivre une deuxième formation professionnelle, et ainsi de suite. Tout le monde connaît ce phénomène. Parce que l'éducation ne crée pas

d'emplois. Ce sont les investissements capitalistes dans l'économie qui produisent des emplois. Ensuite, plus il y a d'emplois supprimés, plus le système de santé se détériore.

En novembre de l'année dernière, environ 56 % des gens en âge de voter se sont déplacés ; beaucoup espéraient voir la fin du cauchemar des années Bush-Cheney. Les électeurs démocrates avaient tous d'énormes illusions dans Barack Obama, le premier Noir élu à la présidence. Aujourd'hui, on n'en est plus aux premiers 100 jours de sa présidence, mais autour de ses premiers 200 jours. Le problème n'est pas que rien ne s'est passé depuis son arrivée à la Maison Blanche ; c'est malheureusement pire que cela. Deux des décisions majeures de son gouvernement ont été, premièrement, de donner beaucoup d'argent aux banques, ce que les gens ont trouvé scandaleux. Et deuxièmement, avec l'aide précieuse de Gettelfinger, le dirigeant de l'United Auto Workers [le syndicat de l'automobile], de mettre à genoux ce qui était autrefois le syndicat le plus puissant des Etats-Unis. Ce plan de sauvetage de l'automobile a été orchestré depuis la Maison Blanche. Obama avait plus ou moins promis pendant sa campagne électorale que les usines ne fermentaient pas – elles ont fermé et les emplois ont disparu. Plus personne n'en parle.

Les allègements d'hypothèques, on les attend toujours. Les gens continuent à se faire saisir leur logement ; les saisies vont continuer. Les rafles d'immigrés se sont en fait considérablement multipliées en comparaison avec les années Bush. L'occupation de l'Irak continue, le « calendrier » pour un retrait

Suite page 26